

LOI N° 24 - 2004 **DU** 31 Décembre 2004

portant approbation du contrat de partage de production relatif au permis de recherche d'hydrocarbures liquides et gazeux dit « MARINE IV ».

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier : Est approuvé le contrat de partage de production relatif au permis de recherche d'hydrocarbures liquides et gazeux dit « MARINE IV » dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 31 Décembre 2004

Denis SASSOU N'GUESSO.

Par le Président de la République,

Le ministre des hydrocarbures,

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,



Jean - Baptiste TATI LOUTARD.-



Rigobert Roger ANDELY.-

Contrat de Partage de Production

PERMIS MARINE IV

REPUBLIQUE DU CONGO -- PERENCO EXPLORATION &
PRODUCTION (CONGO) LIMITED

 JTT

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : DEFINITIONS	3
ARTICLE 2 : OBJET DU CONTRAT	6
ARTICLE 3 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT - OPERATEUR	6
ARTICLE 4 : COMITE DE GESTION	9
ARTICLE 5 : PROGRAMMES DE TRAVAUX ET BUDGETS	10
ARTICLE 6 : DECOUVERTE D'HYDROCARBURES	13
ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DES COUTS PETROLIERS	13
ARTICLE 8 – PARTAGE DE LA PRODUCTION	15
ARTICLE 9 – VALORISATION DES HYDROCARBURES LIQUIDES	17
ARTICLE 10 – PROVISION POUR INVESTISSEMENTS DIVERSIFIES	17
ARTICLE 11 – PROVISION POUR ABANDON ET REMISE EN ETAT DES SITES	18
ARTICLE 12 – REGIME FISCAL RELATIF AUX HYDROCARBURES LIQUIDES	18
ARTICLE 13 – TRANSFERT DE PROPRIETE ET ENLEVEMENT DES HYDROCARBURES LIQUIDES	19
ARTICLE 14 – PROPRIETE DES BIENS MOBILIERES ET IMMOBILIERES	20
ARTICLE 15 – GAZ NATUREL	21
ARTICLE 16 – FORMATION ET EMPLOI DU PERSONNEL CONGOLAIS	21
ARTICLE 17 – INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – DECLARATIONS	22
ARTICLE 18 – CESSIONS	23
ARTICLE 19 – ENTREE EN VIGUEUR – DATE D'EFFET – DUREE	24
ARTICLE 20 – TERMES DU CONTRAT, MODIFICATIONS	24
ARTICLE 21- FORCE MAJEURE	24
ARTICLE 22 – DROIT APPLICABLE	25
ARTICLE 23 – ARBITRAGE ET REGLEMENT DES LITIGES	25
ARTICLE 24 – TERMINAISON	26
ARTICLE 25 – GARANTIES GENERALES	26
ARTICLE 26 – ADRESSES	27
ARTICLE 27 – DIVERS	27

ANNEXE 1 PROCÉDURE COMPTABLE.....	29
ARTICLE 1 : L'OBJET	29
ARTICLE 2 : COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVISES.....	29
ARTICLE 3 : TENUE DES COMPTES.....	30
ARTICLE 4 : PRINCIPES.....	30
ARTICLE 5 : LE BILAN	30
ARTICLE 6 : COMPTES DE CHARGES	31
ARTICLE 7 : COMPTES DE PRODUITS ET PROFITS.....	31
ARTICLE 8 : ÉLÉMENTS DES COÛTS PÉTROLIERS	31
ARTICLE 9 : PRINCIPES DE RÉCUPÉRATION.....	33
ARTICLE 10 : PRINCIPES D'IMPUTATION.....	34
ARTICLE 11 : DÉBITS DES COMPTES DES COÛTS PÉTROLIERS	34
ARTICLE 12 : ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS ET DE BIENS CORPORELS	34
ARTICLE 13 : DÉPENSES OPÉRATIONNELLES	36
ARTICLE 14 : AUTRES DÉPENSES	41
ARTICLE 15 : COÛTS NON RÉCUPERABLES	42
ARTICLE 16 : CRÉDIT DES COMPTES DES COÛTS PÉTROLIERS	42
ARTICLE 17: DISPOSITION ET UTILISATION DES BIENS	43
ARTICLE 18 : INVENTAIRE	44
ARTICLE 19 : RÈGLES GÉNÉRALES	44
ARTICLE 20 : PRÉSENTATION.....	44
ARTICLE 21 : SUIVI ET CONTRÔLE.....	45
ARTICLE 22 : DROIT D'AUDIT GÉNÉRAL	45
ARTICLE 23 : ÉTATS OBLIGATOIRES	46
ARTICLE 24 : ÉTAT DES TRAVAUX D'EXPLORATION	46
ARTICLE 25 : ÉTAT DES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION.....	46
ARTICLE 26 : ÉTAT DES VARIATIONS DES COMPTES D'IMMOBILISATIONS ET DES STOCKS DE MATÉRIEL ET DE MATIÈRES CONSOMMABLES	47
ARTICLE 27 : ÉTAT DE PRODUCTION DU MOIS.....	47
ARTICLE 28 : ÉTAT DE LA REDEVANCE.....	47
ARTICLE 29 : ÉTAT DES QUANTITÉS D'HYDROCARBURES LIQUIDES TRANSPORTÉES AU COURS DU MOIS	47
ARTICLE 30 : ÉTAT DES ENLÈVEMENTS DU MOIS	47
ARTICLE 31 : ÉTAT DE RÉCUPÉRATION DES COÛTS PÉTROLIERS	48
ARTICLE 32 : INVENTAIRE DES STOCKS D'HYDROCARBURES LIQUIDES	48
ARTICLE 33 : ÉTAT DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES ACQUIS, CRÉÉS, LOUÉS OU FABRIQUÉS	49
ARTICLE 34 : DÉCLARATIONS FISCALES.....	49
ANNEXE 2 REGIME DOUANIER D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION APPLICABLE AU CONTRACTEUR ET A SES SOUS TRAITANTS	51
LISTE DES BIENS IMPORTES AU TAUX REDUIT DANS LE CADRE DU CONTRAT	62

JAT

CONTRAT DE PARTAGE DE PRODUCTION

ENTRE

La République du CONGO, ci-après désignée le "CONGO", représentée par Monsieur Jean-Baptiste TATI LOUTARD, Ministre des Hydrocarbures, d'une part,

ET

d'autre part, la (ou les) partie(s) suivantes, (ci-après désignée) "le Contracteur",

PERENCO EXPLORATION AND PRODUCTION (CONGO) LIMITED. (ci-après désignée « PERENCO »), Société anonyme ayant son siège social à Nassau, BAHAMAS, P.O. Box N-10051, représentée par Monsieur Jean-Michel Jacoulot, dûment mandaté par Monsieur Roland Fox, son Président.

Les intérêts respectifs de PERENCO et de la SNPC en temps qu'entités formant le Contracteur sont de 85 % pour PERENCO et de 15 % pour la SNPC.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

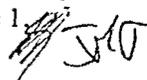
Article 1 : Définitions

Aux fins du Contrat, tel que défini ci-après, les termes suivants auront la signification fixée au présent article :

- 1.1 "Année Civile" : période de douze (12) mois consécutifs commençant le premier janvier de chaque année ;
- 1.2 "Baril" : unité égale à 42 gallons américains (un gallon U.S. étant égal à 3,78541 litres) mesurés à la température de soixante (60) degrés Fahrenheit ;
- 1.3 "Brut de Référence" : le pétrole brut tel que défini à l'Article 9 ;
- 1.4 "Budget" : l'estimation prévisionnelle du coût d'un programme de travaux. ;
- 1.5 "Cession" : toute opération juridique aboutissant à transférer entre les parties ou à toute autre entité, autre qu'une partie, tout ou partie des droits et obligations découlant du Contrat sur tout ou partie de la zone de Permis.
- 1.6 "Code des Hydrocarbures" : le code, objet de la loi 24-94 du 23 août 1994, en vigueur à la date de signature du présent Contrat, et ses décrets d'application.
- 1.7 "Comité de Gestion" : l'organe visé à l'Article 4 du Contrat ;
- 1.8 "Contracteur" : désigne PERENCO, la SNPC et leurs futurs associés qui deviendraient Parties au Contrat.



- 1.9 “Contrat” : le présent Contrat de Partage de Production, ses annexes qui en font partie intégrante, ainsi que tout avenant à ce Contrat qui serait conclu entre les Parties.
- 1.10 “Contrat d’Association” : le Contrat (y compris ses annexes et ses avenants) régissant les rapports entre les entités constituant le Contracteur, pour la réalisation en association des Travaux Pétroliers.
- 1.11 « Cost Oil » : désigne la part de la Production Nette définie à l’Article 7.2
- 1.12 « Cost Stop » : La limite maximale de récupération des Coûts Pétroliers telle que définie à l’Article 7.3.
- 1.13 “Coûts Pétroliers” : toutes les dépenses et les provisions liées aux Travaux Pétroliers. Les Coûts Pétroliers comprennent les dépenses effectivement encourues par le Contracteur ainsi que les provisions constituées du fait des Travaux Pétroliers, calculées conformément aux dispositions de la procédure comptable. Les coûts pétroliers se répartissent entre les dépenses de recherche, d’appréciation, de développement, d’exploitation et les provisions pour démantèlement et remise en état de sites (abandon) et les provisions pour investissements diversifiés.
- 1.14 “Date d’Effet” : la date de prise d’effet du Contrat telle que définie à l’article 19 du contrat.
- 1.15 “Date d’Entrée en Vigueur” : la date de la prise d’effet du présent Contrat.
- 1.16 “Dollar” : la monnaie ayant cours légal aux États-Unis d’Amérique.
- 1.17 « Excess Cost Oil » : désigne la part des Coûts Pétroliers telle que définie à l’Article 8.3
- 1.18 “Gaz Naturel” : les hydrocarbures gazeux comprenant principalement du méthane et de l’éthane, qui, à 15° C et à la pression atmosphérique, sont à l’état gazeux, et qui sont découverts et/ou produits sur la Zone de Permis, après l’extraction des liquides de gaz naturel. Les Gaz de Pétrole Liquéfiés, ou GPL, extraits du Gaz Naturel sont, par exception, considérés comme des Hydrocarbures Liquides pour autant qu’ils sont expédiés au point de livraison sous forme liquide.
- 1.19 “Hydrocarbures” : les hydrocarbures liquides et le gaz naturel découverts et/ou produits sur la Zone de PERMIS.
- 1.20 “Hydrocarbures Liquides” : les Hydrocarbures découverts et/ou produits sur la Zone de PERMIS, y compris les GPL, à l’exception du Gaz Naturel.
- 1.21 “Parties” : les parties au Contrat, soit le CONGO et le Contracteur.
- 1.22 “Permis” : le Permis de recherche Marine IV.
- 1.23 “Permis d’Exploitation” : Tout Permis d’exploitation découlant du Permis Marine IV.
- 1.24 “Prix Fixé” : le prix de chaque qualité d’Hydrocarbures Liquides, tel que défini à l’Article 9 ci-après.
- 1.25 “Procédure Comptable” : la procédure comptable qui, après signature, fait partie intégrante du Contrat dont elle constitue l’Annexe 1



- 1.26 Production Nette : la production totale d'Hydrocarbures Liquides et les Gaz de Pétrole Liquéfiés, ou GPL, diminuée de toutes eaux et de tous sédiments produits ainsi que de toutes quantités d'Hydrocarbures réinjectées dans le gisement, utilisées ou perdues au cours des travaux pétroliers.
- 1.27 Profit Oil » : désigne la part de la Production Nette définie à l'Article 8.1
- 1.28 Programme de Travaux : un plan de travaux pétroliers devant être effectués durant une période déterminée, tel qu'approuvé par le Comité de Gestion dans les conditions stipulées au Contrat.
- 1.29 Provision pour Investissements Diversifiés ou "PID" : désigne la provision définie à l'article 10 du Contrat.
- 1.30 Qualité d'Hydrocarbures Liquides : désigne une quelconque qualité d'Hydrocarbures Liquides livrée FOB à un Prix Fixé, conformément aux dispositions de l'Article 9 du Contrat, l'un des terminaux de chargement au CONGO.
- 1.31 « Redevance » : désigne la part de la Production Nette due au CONGO telle que prévu à l'Article 11.1 du Contrat .
- 1.32 "Société Affiliée" : Toute Société dans laquelle plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires des actionnaires ou associés, ci-après désignées les "Assemblées", sont détenus directement ou indirectement par l'une des Parties ;
- 1.33 Toute Société qui détient, directement ou indirectement, plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote dans les Assemblées de l'une des Parties.
- 1.34 Toute Société dont les droits de vote dans les Assemblées sont détenus pour plus de cinquante (50) pour cent par une Société qui détient elle-même, directement ou indirectement, plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote dans les Assemblées de l'une des Parties ;
- 1.35 Toute Société dans laquelle plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote dans les Assemblées sont détenus directement ou indirectement par une Société ou par plusieurs Sociétés telles que décrites aux articles 1.33. à 1.35. ci-dessus.
- 1.36 « Tax Oil » : la part du Profit Oil du CONGO et qui équivaut à l'impôt sur les sociétés exigible des entités composant le Contracteur, au taux conformément au code des hydrocarbures et aux dispositions du présent Contrat et de l'Article 34 de la Procédure Comptable en annexe à ce Contrat.
- 1.37 "Travaux d'Abandon" : les Travaux Pétroliers nécessaires à la remise en état d'un site d'exploitation et dûment provisionnés dont l'abandon est programmé par le Comité de Gestion, dans les conditions fixées par la procédure comptable.
- 1.38 "Travaux de Développement" : les Travaux Pétroliers liés aux Permis d'Exploitation relatifs à l'étude, la préparation et la réalisation des opérations telles que : sismique, forage, équipement de puits et essais de production, construction et pose des plates-formes, ainsi que toutes autres opérations connexes, et toutes autres opérations réalisées en vue de l'évaluation des gisements et de leurs extensions, de la production, du transport, du traitement, du stockage et de l'expédition des hydrocarbures aux terminaux de chargement.

 JITS

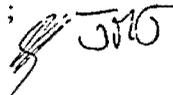
- 1.39 "Travaux d'Exploitation" : les Travaux Pétroliers relatifs aux Permis d'Exploitation et liés à l'exploitation et à l'entretien des installations de production, de traitement, de stockage, de transport et d'expédition des hydrocarbures.
- 1.40 "Travaux de Recherche" : Les Travaux Pétroliers liés au Permis Marine IV et réalisés dans le but de découvrir et d'apprécier un ou plusieurs gisements d'Hydrocarbures tels que les opérations de géologie, de géophysique, de forage (y compris les activités d'abandon et de restauration connexes), d'équipement de puits et d'essais de production.
- 1.41 "Travaux Pétroliers" : toutes activités conduites pour permettre la mise en oeuvre du Contrat sur la Zone de PERMIS, notamment les études, les préparations et réalisations des opérations, les activités juridiques, comptables et financières. Les Travaux Pétroliers se répartissent entre les Travaux de Recherche (exploration et appréciation), les Travaux de Développement, les Travaux d'Exploitation et les Travaux d'Abandon.
- 1.42 "Trimestre" : une période de trois (3) mois consécutifs commençant le premier jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de toute Année Civile.
- 1.43 "Zone de Permis" : désigne la Zone couverte par le Permis Marine IV et tous les Permis d'Exploitation en découlant.

Article 2 : Objet du Contrat

Le Contrat a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Contracteur réalisera les Travaux Pétroliers sur la Zone de PERMIS et selon lesquelles les Parties se partageront la production d'Hydrocarbures en découlant.

Article 3 : Champ d'application du Contrat - Opérateur

- 3.1 Ce contrat est un Contrat de Partage de Production sur la Zone de PERMIS régi par les dispositions de la loi n° 24-94 du 23 août 1994 portant Code des Hydrocarbures et par toutes les autres dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables au Contrat.
- 3.2 Les Travaux Pétroliers sont réalisés au nom et pour le compte du Contracteur par une des entités composant celui-ci et dénommée "l'Opérateur". L'Opérateur est désigné par le Contracteur dans le cadre du Contrat d'Association. A la date de signature de ce Contrat, PERENCO. est l'Opérateur désigné par le Contracteur pour le Permis Marine IV et pour tous les Permis d'Exploitation en découlant.
- 3.3 Pour le compte du Contracteur, l'Opérateur a notamment pour tâche de :
- (a) Préparer et soumettre au Comité de Gestion les projets de Programme de Travaux annuels, les Budgets correspondants et leurs modifications éventuelles ;
 - (b) Diriger, dans les limites des Programmes de Travaux et Budgets approuvés, l'exécution des Travaux Pétroliers ;
 - (c) Préparer les Programmes de Travaux de Recherche, de Travaux de Développement, de Travaux d'Exploitation et de Travaux d'Abandon relatifs aux gisements découverts sur les Permis ;



- (d) Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 3.6 ci-après, négocier et conclure avec tous tiers les contrats relatifs à l'exécution des Travaux Pétroliers ;
- (e) Tenir la comptabilité des Travaux Pétroliers, préparer et soumettre annuellement au CONGO les comptes, conformément aux dispositions de la Procédure Comptable ;
- (f) Conduire les Travaux Pétroliers, de la manière la plus appropriée et, d'une façon générale, mettre en œuvre tous les moyens appropriés en respectant les règles de l'art généralement acceptés dans l'industrie pétrolière internationale, en vue de :
 - (i) l'exécution des Programmes de Travaux dans les conditions techniques et économiques généralement suivies dans l'industrie pétrolière, et
 - (ii) l'optimisation de la production dans le respect d'une bonne conservation des gisements exploités.

3.4 Dans l'exécution des Travaux Pétroliers, l'Opérateur doit, pour le compte du Contracteur:

- (a) Conduire avec diligence toutes les opérations conformément aux pratiques généralement acceptées et suivies dans l'industrie pétrolière, se conformer aux règles de l'art en matière de champs pétrolifères et de génie civil et accomplir ces opérations d'une manière efficace et économique. Toutes les opérations sont exécutées conformément aux termes du Contrat.
- (b) Fournir le personnel nécessaire aux Travaux Pétroliers en tenant compte des dispositions de l'Article 16 ci-après.
- (c) Permettre aux représentants du CONGO dûment autorisés par l'Administration des Hydrocarbures, d'avoir un accès périodique, aux frais raisonnables du Contracteur, aux lieux où se déroulent les Travaux Pétroliers, et sur les installations pétrolières, avec le droit d'observer tout ou partie des opérations qui y sont conduites. Le Contracteur et l'Administration des Hydrocarbures conviendront du moment le plus opportun pour ces visites. Le CONGO peut, par l'intermédiaire de ses représentants ou employés dûment autorisés par l'Administration des Hydrocarbures, examiner tout ou partie des données et interprétations de l'Opérateur se rapportant aux Travaux Pétroliers, y compris, sans que cette énumération soit limitative, carottes, échantillons de toute nature, analyses, données magnétiques, diagrammes, cartes, tables et levés.

Ces prises en charge constituent des Coûts Pétroliers.

- (d) En accord avec la réglementation en vigueur au CONGO (cf. Article 37 de la loi portant Code des Hydrocarbures), à son choix l'Opérateur peut, soit mettre en place et maintenir en vigueur toutes les couvertures d'assurances de types et montants conformes aux usages généralement acceptés dans l'industrie pétrolière et aux dispositions de ce Contrat, soit fournir de l'auto-assurance à ces fins.
- (e) Payer ponctuellement tous les frais et dépenses encourus au titre des Travaux Pétroliers.
- (f) Maintenir au CONGO une copie de toutes les données décrites sous c) ci-dessus, exception faite de tels documents ou matériaux qui nécessitent des conditions d'emménagement ou de conservation spéciales, qui doivent être maintenus dans un lieu choisi par les Parties, sous la responsabilité de l'Opérateur, et auxquels LE CONGO a plein droits d'accès.

(g) Fournir une copie des données décrites sous c) ci-dessus au CONGO.

3.5 Le Contracteur doit exécuter chaque Programme de Travaux dans les limites du Budget correspondant et ne peut entreprendre aucune opération qui ne soit comprise dans un Programme de Travaux approuvé ni engager de dépenses qui excèdent les montants inscrits au Budget, sous réserve de ce qui suit.

(a) Si cela s'avère nécessaire pour l'exécution d'un Programme de Travaux approuvé, le Contracteur est autorisé à faire des dépenses excédant le Budget adopté, dans la limite de dix (10) pour cent du montant d'un poste quelconque du Budget. L'Opérateur doit rendre compte de cet excédant de dépenses au Comité de Gestion suivant.

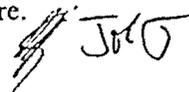
(b) Au cours de chaque Année Civile, le Contracteur est aussi autorisé à effectuer, dans le cadre de Travaux Pétroliers des dépenses imprévues non incluses dans un Programme de Travaux (mais qui y sont liées) et non inscrites dans un Budget, dans la limite cependant d'un total de un million cinq cent mille (1.500.000) dollars ou de leur contre-valeur dans une autre monnaie. Toutefois, ces dépenses ne doivent pas être faites pour atteindre des objectifs jusqu'alors refusés par le Comité de Gestion et l'Opérateur doit le cas échéant présenter dans les brefs délais un rapport relatif à ces dépenses au Comité de Gestion. Lorsque ces dépenses sont approuvées par le Comité de Gestion, le montant autorisé est à nouveau porté à un million cinq cent mille (1.500.000) Dollars ou à leur contre-valeur dans toutes autre monnaie, le Contracteur ayant en permanence le pouvoir de dépenser ce montant aux conditions fixées ci-dessus.

(c) En cas d'urgence dans le cadre des Travaux Pétroliers, l'Opérateur peut engager les dépenses immédiates qu'il juge nécessaires pour la protection des vies, des biens et de l'environnement, et il doit faire part dans le plus brefs délais praticables au Comité de Gestion des circonstances de ce cas d'urgence et de ces dépenses.

3.6 Sauf décision contraire du Comité de Gestion, le Contracteur devra faire des appels d'offres pour les matériels et services dont le coût est estimé supérieur à Sept cent cinquante mille (750.000) Dollars par appel d'offres pour les Travaux de Recherche et un million deux cent mille (1.200.000) Dollars pour les Travaux de Développement et les Travaux d'Exploitation. Les entités composant le Contracteur pourront soumissionner dans le cadre de ces appels d'offres ; cependant, aucune préférence imméritée sera donnée à de telles offres. La procédure ci-dessus ne s'appliquera pas pour les études géologiques et géophysiques, la corrélation et l'interprétation des données sismiques, les simulations et études de gisements, l'analyse des puits, l'analyse des roches mères, l'analyse pétrophysique et géochimique, la supervision et l'ingénierie des Travaux Pétroliers, l'acquisition de logiciels et les travaux nécessitant l'accès à des informations confidentielles lorsque le Contracteur aura la possibilité de fournir les prestations à partir de ses moyens propres ou de ceux de ses Sociétés affiliées.

Le Contracteur devra permettre au CONGO de participer au dépouillement de tous les appels d'offres visés ci dessus, qui seront lancés par le Contracteur, et de les examiner après leur ouverture.

3.7 Le Contracteur exerce ses fonctions en industriel diligent. Sa responsabilité ne saurait être recherchée que pour les pertes et les dommages résultant de ses actions sous les termes de ce Contrat dans les cas de fautes lourdes ou délibérées, telle qu'appréciée au regard des pratiques et usages internationaux de l'industrie pétrolière.



Article 4 : Comité de Gestion

4.1 Aussitôt que possible après la date d'effet du Contrat, il sera constitué, pour la Zone de Permis, un Comité de Gestion composé d'un représentant du Contracteur et d'un représentant du CONGO. Chaque entité membre du Comité de Gestion nommera un représentant et un suppléant. Le suppléant nommé par une partie agira seulement au cas où le représentant désigné par cette partie ne serait pas disponible. Chaque partie aura le droit de remplacer à tout moment son représentant ou son suppléant en avisant par écrit l'autre partie de ce remplacement. LE CONGO et le Contracteur pourront faire participer au Comité de Gestion un nombre raisonnable de membres de leur personnel.

4.2 Le Comité de Gestion examine toutes questions inscrites à son ordre du jour relatives à l'orientation, à la programmation et au contrôle de la réalisation des Travaux Pétroliers. Il examine notamment les Programmes de Travaux et les Budgets qui font l'objet d'une approbation et il contrôle l'exécution desdits Programmes de Travaux et Budgets.

Pour l'exécution de ces Programmes de Travaux et Budgets approuvés, l'Opérateur, pour le compte du Contracteur, prend toutes les décisions nécessaires pour la réalisation des Travaux Pétroliers conformément aux termes du Contrat.

4.3 Les décisions du Comité de Gestion sont prises en application des règles suivantes :

(a) Pour les Travaux de Recherche et de Développement, y compris les travaux de développement complémentaire, les Travaux d'Exploitation et les Travaux d'Abandon, ainsi que pour les décisions relatives à l'arrêt des Travaux d'Exploitation sur l'un ou l'autre des champs de la Zone de PERMIS, l'Opérateur présente, pour le compte du Contracteur, au Comité de Gestion, les orientations, les Programmes de Travaux et les Budgets qu'il propose pour approbation. Les décisions du Comité de Gestion sur ces propositions sont prises à l'unanimité.

Si une question ne peut pas recueillir l'unanimité à une réunion du Comité de Gestion, l'examen de la question est reporté à une deuxième réunion du Comité de Gestion qui se tient, sur convocation de l'Opérateur, dix (10) jours au moins après la date de la première réunion. Pendant ce délai, les Parties se concertent et l'Opérateur fournit toutes informations et explications qui lui sont demandées par LE CONGO.

(b) Pour la détermination des provisions liées aux Travaux d'Abandon, les décisions du Comité de Gestion sont prises à l'unanimité.

Les décisions du Comité de Gestion ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte aux droits et obligations associés du Contracteur dans le cadre du Contrat de Partage de Production.

4.4 Le Comité de Gestion se réunit chaque fois que l'Opérateur le demande, sur convocation adressée quinze (15) jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour proposé, la date, l'heure et le lieu de la réunion. L'Opérateur fait parvenir au CONGO les éléments d'information nécessaires à la prise des décisions figurant à l'ordre du jour huit (8) jours avant la réunion. LE CONGO peut à tout moment demander que l'Opérateur convoque une réunion pour délibérer sur des questions déterminées qui font alors partie de l'ordre du jour de la réunion. Le Comité de Gestion doit se réunir au moins deux fois au cours de chaque Année Civile pour discuter et approuver le Programme de Travaux et le Budget. Le Comité de Gestion ne peut statuer sur une question qui ne figure pas à l'ordre du jour de la réunion, sauf décision contraire unanime des représentants des Parties.

- 5.4 Dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la fin d'une Année Civile ou, en cas de fin du Contrat, dans les trois (3) mois de cette expiration, l'Opérateur doit, pour le compte du Contracteur, rendre compte au CONGO de la façon dont a été exécuté le Budget afférent à l'Année Civile écoulée.
- 5.5 Lorsque l'opérateur estimera qu'un total de soixante quinze pour cent (75%) des réserves prouvées d'un permis d'exploitation objet du contrat devraient avoir été produites au cours de l'année civile qui suivra, l'Opérateur soumettra au CONGO, pour le compte du Contracteur, au plus tard le quinze (15) novembre de l'Année Civile en cours, le Programme de Travaux d'Abandon qu'il se propose de réaliser sur ce PERMIS d'Exploitation particulier, avec un plan de remise en état du site, un calendrier des travaux prévus et une estimation détaillée de l'ensemble des coûts liés à ces Travaux d'Abandon.

L'opérateur évaluera de manière régulière le niveau des réserves restantes, ainsi que les conditions économiques de réalisation du plan d'abandon. Dans le cas où l'exploitation normale du ou des champs concernés se traduirait par une déplétion accélérée, susceptible de rendre les réserves restantes insuffisantes pour permettre la récupération dans les coûts pétroliers, des dépenses prévues pour réaliser l'abandon, les parties se retrouveront pour redéfinir les conditions d'abandon prévues au 5.5 ci-dessus. En cas de désaccord, la procédure définie à l'Article 23.6 s'appliquera et l'arbitrage rendu sera sans appel pour les parties.

Au plus tard le quinze (15) décembre de la même Année Civile, le Comité de Gestion adoptera, pour chaque PERMIS, le Programme de Travaux d'Abandon, et le Budget global correspondant, pour la période allant jusqu'à la fin de la réalisation des Travaux d'Abandon. A la même date, le Comité de Gestion approuvera également le montant de la provision que le Contracteur sera tenu de constituer pour chaque Baril d'Hydrocarbures Liquides restant à produire. Conformément à l'Article 11 du présent Contrat, chaque entité membre du Contracteur imputera en conséquence sur les Coûts Pétroliers de chacune des Années Civiles suivantes une somme égale au montant de la provision à constituer par Baril restant à produire multipliée par la part de la production d'Hydrocarbures Liquides lui revenant au titre de l'Année Civile considérée sur le PERMIS.

Si besoin est, au plus tard le quinze (15) novembre de chaque Année Civile, l'Opérateur présentera au CONGO les modifications qu'il convient d'apporter à l'estimation des réserves restant à exploiter et au coût des Travaux d'Abandon prévus. En fonction de ces nouvelles estimations de réserves restant à produire et des nouvelles estimations de coûts des Travaux d'Abandon, l'Opérateur déterminera le cas échéant, compte tenu des provisions déjà effectuées à ce titre, le nouveau montant en Dollars des provisions à constituer pour l'ensemble des Années Civiles à venir jusqu'à l'arrêt de la production sur chaque Baril d'Hydrocarbures Liquides qui sera produit. Le Comité de Gestion approuvera ce nouveau montant le quinze (15) décembre de la même année au plus tard.

Les parties conviennent expressément que les provisions pour abandon et les intérêts générés par celles-ci seront gérés conformément à la législation en vigueur au CONGO.

- 5.6 Les livres et écritures comptables, et tous les documents financiers et techniques du Contracteur se rapportant aux Travaux Pétroliers sont soumis à vérification et à inspection périodiques de la part du CONGO ou de ses représentants.

Si le CONGO désire exercer ce droit de vérification, il préviendra le Contracteur par écrit. Telle vérification aura lieu dans un délai de quarante cinq (45) jours suivant telle notification



et sera menée, soit en faisant appel au personnel de l'administration congolaise, soit en faisant appel à un cabinet indépendant internationalement reconnu, désigné par lui et agréé par le Contracteur. L'agrément du Contracteur n'est pas refusé sans motif valable.

Pour une Année Civile donnée, le CONGO dispose normalement d'un délai de quinze (15) mois à compter de la date de dépôt auprès du CONGO des comptes définitifs pour l'année en vérification pour effectuer en une seule fois ces examens et vérifications. Bien qu'il soit prévu que le CONGO exercera normalement son droit de vérification annuellement dans ce délai de quinze (15) mois, le CONGO peut exercer son droit de vérification pour plusieurs exercices antérieurs, jusqu'à un maximum de deux (2) ans à partir de la date de dépôt des comptes définitifs auprès du CONGO pour l'exercice le plus récent.

Au cas où, pour une raison quelconque, ces vérifications n'auraient pas été effectuées, ces vérifications sur plusieurs périodes seront effectuées en une seule fois de façon à gêner le moins possible le Contracteur et incluent l'exercice le plus récent pour lequel des comptes définitifs ont été déposés.

Lorsque LE CONGO exerce ce droit d'audit les Budgets relatifs à cet exercice particulier sont utilisés pour la réalisation de ces contrôles.

A l'occasion de ces vérifications par le CONGO, le procédé de vérification pour tel exercice sera considéré comme finalisé.

Les frais afférents à cette vérification sont pris en charge par le Contracteur, dans la limite d'un montant annuel de cinquante mille (50.000) Dollars, et font partie des Coûts Pétroliers.

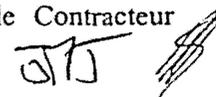
Lorsque la vérification n'est pas réalisée par le personnel de l'administration congolaise, le cabinet indépendant agréé par le CONGO et l'Opérateur exerce sa mission dans le respect des termes de référence établis par le CONGO pour l'examen de l'application des règles définies dans la Procédure Comptable pour la détermination des Coûts Pétroliers et leur récupération. Lesdits termes de référence sont communiqués au Contracteur avant l'intervention dudit cabinet. Le rapport final de cette vérification est communiqué dans les meilleurs délais au Contracteur.

Les comptes des Sociétés Affiliées de l'Opérateur, qui sont notamment chargées de fournir leur assistance au Contracteur ne sont pas soumis à la vérification susvisée. Cependant, le CONGO pourra demander des informations auprès des dites sociétés, à condition que ces informations se rapportent exclusivement aux activités du Contracteur sur le permis Marine IV. Par ailleurs, sur demande, l'Opérateur fournit un certificat du cabinet international chargé de certifier les comptes desdites Sociétés Affiliées. Ce cabinet doit certifier que les charges d'assistance imputées aux Coûts Pétroliers ont été calculées de manière équitable et non discriminatoire. Cette disposition ne s'applique pas aux Sociétés Affiliées de droit congolais qui pourraient être créées pour les besoins de l'exécution du Contrat.

Pour toutes contradictions, erreurs ou anomalies relevées lors des inspections et vérifications, le CONGO peut présenter ses objections au Contracteur par écrit et de manière raisonnablement détaillée, dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la fin de ces examens et vérifications.

Les dépenses imputées aux Coûts Pétroliers et les calculs relatifs au Partage de la Production Nette dans ladite Année Civile sont considérés comme définitivement approuvés lorsque le CONGO n'a pas opposé d'objection dans les délais visés ci-dessus.

Toute objection, contestation ou réclamation raisonnablement soulevée par le CONGO fait l'objet d'une concertation avec le Contracteur ou l'entité composant le Contracteur



concernée. Au terme de cette concertation, le CONGO au regard de la réglementation en vigueur notifiera l'Opérateur pour apporter toutes les corrections nécessaires soulevées à cet effet. Les différends qui peuvent subsister avec le Contracteur sont portés à la connaissance du Comité de Gestion avant d'être éventuellement soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Article 23 du Contrat

5.7 Les registres et livres de comptes et tous les documents financiers et techniques retraçant les Travaux Pétroliers sont tenus par l'Opérateur en langue française et libellés en Dollars. Les registres sont utilisés pour déterminer la quote-part des Coûts Pétroliers et de la production revenant à chacune des entités composant le Contracteur aux fins du calcul par celles-ci des quantités d'Hydrocarbures Liquides leur revenant au titre des Articles 7 et 8 du Contrat.

Il est de l'intention des Parties qu'à l'occasion de la conversion de devises et de toutes autres opérations de changes relatives aux travaux pétroliers le Contracteur ne réalise ni gain, ni perte, qui ne soit porté aux comptes des Coûts Pétroliers.

Les modalités relatives à ces opérations sont précisées dans la Procédure Comptable.

Article 6 : Découverte d'Hydrocarbures

6.1 Dès qu'une découverte est mise en évidence, pour le compte du Contracteur, l'Opérateur en informe LE CONGO. Dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent la fin du sondage de découverte, le Contracteur présente au Comité de Gestion un premier rapport de découverte sur le ou les niveaux rencontrés qui peuvent être considérés comme producteurs, l'importance des indices donnés par le gisement et une estimation des travaux à entreprendre dans les trois (3) mois suivants.

6.2 Au plus tard dans les six (6) mois qui suivent la découverte, après mise à jour du rapport de découverte, le Contracteur soumet au Comité de Gestion :

- un rapport détaillé sur la découverte ;
- un Programme de Travaux et le Budget prévisionnel nécessaire à la délinéation du gisement comprenant notamment les travaux complémentaires à effectuer et le nombre de puits de délinéation à forer ;
- un planning de réalisation des travaux de délinéation.

Après examen et modifications éventuelles des propositions du Contracteur par le Comité de Gestion, les règles de décision définies à l'Article 4.3 ci-dessus s'appliquent.

6.3 A l'issue des travaux de délinéation, le Contracteur soumet un rapport au Comité de Gestion sur les possibilités de mise en production du champ ainsi délimité.

Après examen de ce rapport par le Comité de Gestion, si le Contracteur établit le caractère commercial du gisement en fonction de ses critères d'évaluation, le titulaire, à la demande du Contracteur, sollicite l'octroi d'un PERMIS d'Exploitation auprès de l'administration congolaise compétente.

Article 7 : Remboursement des Coûts Pétroliers

7.1 Le Contracteur assure le financement de l'intégralité des Coûts Pétroliers.



7.2 Le remboursement au contracteur des Coûts Pétroliers s'effectuera en prélevant une part de la production nette de la Zone de PERMIS en général et, plus particulièrement, sur la Zone de chaque PERMIS d'exploitation . A cet effet, une part de la production d'Hydrocarbures Liquides provenant de la zone de PERMIS au cours de chaque Année Civile sera effectivement affectée au remboursement des Coûts Pétroliers (ci-après désignée "Cost Oil"), comme suit :

7.3 Dès le démarrage de la production d'Hydrocarbures Liquides sur un PERMIS d'Exploitation, chaque entité composant le Contracteur commencera à récupérer sa part des Coûts Pétroliers relatifs à la Zone de PERMIS en recevant chaque Année Civile une quantité d'Hydrocarbures Liquides équivalent au pourcentage, indiqué ci-dessous, du total de la Production Nette du PERMIS d'Exploitation multipliée par le pourcentage d'intérêt qu'elle détient dans ce PERMIS d'Exploitation.

Récupération du Cost Oil

Production Nette Cumulée (MMBBL'S)	Limite du Cost Oil (Cost Stop)
0 à 18	60%
>18 à 70	58%
>70 à 150	55%
>150 à 300	50%
>300	50%

Si au cours d'une Année Civile, les Coûts Pétroliers, non encore récupérés par une entité composant le Contracteur dépassent la somme du Cost Stop des permis, le surplus ne pouvant être récupéré dans la dite période sera reporté sur les Années Civiles suivantes jusqu'à récupération totale ou expiration du Contrat.

La valeur du Cost Oil sera déterminée en utilisant le prix fixé pour chaque qualité d'Hydrocarbures Liquides tel que défini à l'Article 9 ci-dessous.

7.4 Le remboursement des Coûts Pétroliers pour chaque Année Civile au titre des PERMIS d'Exploitation s'effectuera selon l'ordre de priorité suivant :

- les coûts des Travaux d'Exploitation ;
- les coûts des Travaux de Développement ;
- les coûts des Travaux de Recherche ;
- les provisions décidées pour la coûts des travaux d'abandon ;
- les provisions pour Investissements Diversifiés.

Les Coûts Pétroliers sont reclassés dans les catégories de Travaux Pétroliers ci-dessus selon leur nature.

7.5 Le remboursement annuel des Coûts Pétroliers se fera à la limite du Cost Stop.

Sur la Zone de PERMIS, afin de tenir compte des situations particulières qui résulteraient



Partage du profit Oil

Production Nette Cumulée (MMBLS)	Part du Contracteur	Part du CONGO
0 à 18	60%	40%
>18 à 70	55%	45%
>70 à 150	45%	55%
>150 à 300	40%	60%
> 300	35%	65%

8.2 Dans la zone de chaque permis d'exploitation, si le Prix Fixé d'une ou plusieurs qualités d'Hydrocarbures Liquides est supérieur au seuil du Prix haut défini ci-dessous, la part de chaque qualité d'hydrocarbures Liquides équivalant en valeur à la différence entre le seuil de prix haut et le Prix Fixé pour telle qualité d'Hydrocarbures Liquides, sera partagée, après déduction de la Redevance, à raison de soixante dix (70%) pour cent pour le CONGO et de trente pour cent (30%) pour le Contracteur. Les quantités restantes de chaque qualité d'Hydrocarbures Liquides seront partagées comme stipulées ailleurs en 8.1 ci-dessus.

8.3 Si les Coûts Pétroliers à être récupérés durant une année particulière sont en dessous de la valeur du Cost Stop comme défini dans l'Article 7.2, pour chaque Permis d'Exploitation, la différence entre la quantité de production équivalente à des tels Coûts Pétroliers et le Cost Stop sera considérée comme 'Excess' Cost Oil et sera partagée entre le Contracteur et le CONGO comme indiqué ci-dessous :

Partage de l'Excess Cost Oil

Production Nette Cumulée (MMBLS)	Part du Contracteur	Part du CONGO
0 à 18	35%	65%
>18 à 70	40%	60%
>70 à 150	45%	55%
>150 à 300	50%	50%
> 300	50%	50%

8.4 Pour la répartition du Profit Oil de la Zone de PERMIS entre le CONGO et chaque entité composant le Contracteur prévue ci-dessus, les parts de chaque qualité d'Hydrocarbures Liquides à recevoir par le CONGO et par chaque entité composant le Contracteur sont proportionnelles au rapport entre la Production Nette de chacune de ces qualités d'Hydrocarbures Liquides affectées au Profit Oil et la somme des Productions Nettes des Hydrocarbures Liquides affectées au Profit Oil.

JTS

Article 9 – Valorisation des Hydrocarbures Liquides

- 9.1 Pour les besoins de la gestion du présent Contrat, le brut de référence sera le Brent de la Mer du Nord, dont la valeur de la cotation telle que publiée par le Platt's à la rubrique «Brent daté» sera «le prix de référence».

Aux fins de la récupération des Coûts Pétroliers, du partage du Profit Oil, de la détermination des montants à verser au titre de la PID prévue à l'article 10 ci-après et de la perception en espèces de la Redevance minière proportionnelle, le prix de chaque qualité d'Hydrocarbures Liquides est le "Prix Fixé".

Pour chaque Prix Fixé reflétant la valeur d'une qualité d'Hydrocarbures Liquides, FOB terminal de chargement au CONGO, sur le marché international, déterminée en Dollars par Baril. Le Prix Fixé est déterminé paritairement par le Contracteur et le CONGO pour chaque mois.

- 9.2 Dans le mois suivant la fin de chaque Trimestre, le CONGO et le Contracteur se rencontrent afin de déterminer d'un commun accord, pour chaque qualité d'Hydrocarbures Liquides produite, le Prix Fixé pour chaque mois du Trimestre écoulé. A cette occasion, le Contracteur soumet au CONGO les informations visées à l'article 9.1 ci-dessus et tout élément pertinent se rapportant à la situation et à l'évolution des prix des Hydrocarbures Liquides sur les marchés internationaux.

Si, au cours de cette réunion, un accord unanime ne peut être obtenu, les Parties se rencontrent à nouveau en apportant toute information complémentaire utile relative à l'évolution des prix des Hydrocarbures Liquides de qualités similaires afin d'obtenir une décision unanime avant la fin du deuxième mois suivant la fin du Trimestre considéré.

Pour les besoins de la gestion du Contrat, le Contracteur détermine en tant que de besoin un prix mensuel provisoire qui reflètera le niveau du marché pétrolier à cette période, pour chaque qualité d'Hydrocarbures Liquides, qu'il applique jusqu'à la détermination définitive pour le mois considéré du Prix Fixé. Ce prix provisoire est porté à la connaissance du CONGO.

En cas de désaccord persistant des Parties sur la détermination du Prix Fixé, l'une ou l'autre Partie peut soumettre le différend à l'arbitrage dans les conditions prévues à l'Article 23 du Contrat.

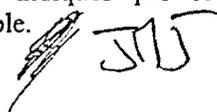
- 9.3 En cas d'exploitation d'un gisement de Gaz Naturel, le CONGO et le Contracteur se concerteront pour fixer le prix du Gaz Naturel conformément aux dispositions de l'Article 15 ci-après.

Article 10 – Provision pour Investissements Diversifiés

La Provision pour Investissements Diversifiés ou "PID", a pour objet de permettre d'affecter des fonds à des investissements ou à des engagements financiers destinés au développement de l'économie congolaise; ces fonds seront affectés notamment à la promotion des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries et à une aide au financement des projets de promoteurs nationaux.

Le montant de la PID est fixé pour chaque Année Civile à 1% de la valeur au (x) Prix Fixé(s) de la Production Nette de la Zone de PERMIS.

Les montants correspondants sont versés par chaque entité composant le Contracteur sur les comptes indiqués par le CONGO, conformément aux dispositions de la Procédure Comptable.



Les montants affectés à la PID constituent des Coûts Pétroliers.

Article 11 – Provision pour Abandon et Remise en Etat des Sites

Pour permettre la récupération des Provisions pour Abandon et remise en état des sites dans les Coûts Pétroliers, par les entités composant le Contracteur conformément aux dispositions de l'Article 7.6 ci-dessus, et pour chacun des PERMIS d'Exploitation visés à l'alinéa précédent, l'Opérateur déterminera, au plus tard le quinze (15) novembre de l'Année Civile en cours, le montant exprimé en Dollars par Baril de la provision à constituer. Ce montant sera égal au montant total estimé des Travaux d'Abandon divisé par le montant des réserves prouvées restant à produire selon ses estimations sur le PERMIS d'Exploitation considéré.

Chaque entité membre du Contracteur imputera en conséquence sur les Coûts Pétroliers de chacune des Années Civiles suivantes une somme égale au montant de la provision à constituer par Baril restant à produire multipliée par la part de la production d'Hydrocarbures Liquides lui revenant au titre de l'Année Civile considérée.

Article 12 – Régime fiscal relatif aux hydrocarbures liquides

- 12.1 La Redevance minière proportionnelle due au CONGO est fixée à quinze pour cent (15%) de la production nette de la Zone de Permis.

LE CONGO aura le droit de recevoir la Redevance minière proportionnelle en espèce en notifiant au Contracteur son choix au moins quatre vingt dix (90) jours à l'avance. Si une telle notification n'est pas faite par LE CONGO, la redevance sera, alors, prélevée par LE CONGO en nature au point d'enlèvement.

Les quantités d'Hydrocarbures Liquides consommées par le Contracteur au cours des Travaux Pétroliers seront assujetties au paiement en espèces de la Redevance minière proportionnelle. Les dépenses correspondantes constitueront des Coûts Pétroliers.

- 12.2 Le Contracteur est assujetti au paiement de la Redevance Superficiare conformément aux dispositions du Code des Hydrocarbures

- 12.3 La part d'Hydrocarbures Liquides revenant au Contracteur à l'issue des affectations et des partages définis aux Articles 7 et 8 ci-dessus est nette de tous impôts, droits ou taxes de quelque nature que ce soit, conformément aux dispositions de l'Article 5 du Code des Hydrocarbures.

Par conséquent, la part d'Hydrocarbures Liquides revenant au CONGO à l'issue des affectations et des partages définis aux Articles 7, 8 et 12.1 ci-dessus comprend et doit englober entièrement l'impôt sur les sociétés au taux indiqué dans le Code des Hydrocarbures sur les revenus de chaque entité composant le Contracteur et provenant des activités réalisées en application du Contrat. Les déclarations fiscales seront établies en Dollars et fournies par chaque entité composant le Contracteur. Les quitus fiscaux correspondants à ces entités seront délivrées à chacune d'elles par l'Administration fiscale congolaise

Ces déclarations restent soumises au contrôle de l'administration fiscale selon la réglementation fiscale applicable sans préjudice des dispositions de l'Article 5.6 du Contrat.

L'impôt sur les sociétés est calculé à un taux et sous les dispositions des réglementations congolaises en question, et conformément à l'Article 34 de la Procédure Comptable.

Les dispositions du présent Article s'appliquent séparément à chaque entité composant le Contracteur pour l'ensemble des Travaux Pétroliers réalisés au titre de ce Contrat.

- 12.3 En matière de régime fiscal d'importation et d'exportation, le Contracteur sera assujéti aux dispositions de l'Annexe 2 de ce Contrat. Les matières non expressément visées par cette Annexe sont soumises au droit commun des douanes en vigueur au CONGO.

Article 13 – Transfert de propriété et enlèvement des Hydrocarbures Liquides

- 13.1 Les Hydrocarbures Liquides produits deviennent la propriété indivise du CONGO et du Contracteur au passage à la tête des puits de production.

La propriété de la part d'Hydrocarbures Liquides revenant au CONGO et à chaque entité composant le Contracteur en application des Articles 7, 8 et 12 est transférée à celles-ci à la sortie des installations de stockage ; dans le cas d'une expédition par navire pétrolier, le point de transfert de propriété est le point de raccordement entre le navire et les installations de chargement.

le CONGO prend également livraison au même point de la part d'Hydrocarbures Liquides lui revenant.

Chaque entité composant le Contracteur, ainsi que ses clients et transporteurs, a le droit d'enlever librement au point d'enlèvement choisi à cet effet la part d'Hydrocarbures Liquides lui revenant en application des Articles 7, 8 et 12 ci-dessus.

Tous les frais relatifs au transport, au stockage et à l'expédition des Hydrocarbures Liquides jusqu'au point d'enlèvement font partie des Coûts Pétroliers.

Reconnaissant que, conformément au premier paragraphe de cet Article 13.1, les Hydrocarbures Liquides deviennent la propriété indivisible du CONGO et du Contracteur dès qu'ils passent par les têtes de puits de production, et reconnaissant en plus que les deux Parties seraient désireuses de fournir une assurance couvrant ces Hydrocarbures Liquides, les Parties conviennent que le Contracteur souscrive une telle assurance sur la totalité de tels Hydrocarbures Liquides, y compris la part du CONGO, et que le coût de cette assurance soit inclus comme un Coût Pétrolier.

- 13.2 Les Parties enlèvent leur part respective d'Hydrocarbures Liquides, FOB terminal de chargement, sur une base aussi régulière que possible, étant entendu que chacune d'elles peut, dans des limites raisonnables, enlever plus ou moins que la part lui revenant au jour de l'enlèvement, à condition toutefois qu'un tel sur-enlèvement ou sous-enlèvement ne porte pas atteinte aux droits de l'autre Partie et soit compatible avec le taux de production, la capacité de stockage et les caractéristiques des navires. Les Parties se concertent régulièrement pour établir un programme prévisionnel d'enlèvements sur la base des principes ci-dessus. Les Parties arrêteront et conviendront, avant le début de toute production commerciale sur la Zone de PERMIS, une procédure d'enlèvement fixant les modalités d'application du présent Article.

- 13.3 Chaque entité composant le Contracteur est tenue, à la demande du CONGO, de vendre en priorité aux industries congolaises, aux conditions définies ci-dessous, les Hydrocarbures Liquides lui revenant, y compris Cost Oil ainsi que Profit Oil, en vue de satisfaire les besoins de celles-ci. le CONGO n'exigera pas de ces entités qu'elles vendent aux industries congolaises au titre de chaque Année Civile des quantités d'Hydrocarbures Liquides

supérieures à trente pour cent (30%) de la part leur revenant au titre du Contrat. le CONGO pourra choisir la qualité d'Hydrocarbures Liquides la plus appropriée aux besoins des industries congolaises parmi les qualités disponibles.

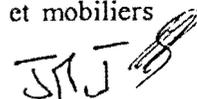
le CONGO notifiera à chaque entité du Contracteur, au moins quatre vingt dix (90) jours avant le début de chaque Année Civile, les quantités et les types d'Hydrocarbures Liquides pour l'Année Civile en question. Chaque vente fera l'objet d'un contrat commercial qui sera conclu avec l'acheteur, qui reprendra les termes et modalités commerciales standard applicables aux ventes de pétrole brut sur le marché international, notamment le paiement par Lettre de Crédit.

Le prix de vente des Hydrocarbures Liquides sera défini en US Dollars, et ne sera pas inférieur au prix déterminé pour le(s) type(s) d'Hydrocarbures Liquides conformément aux dispositions prévues à l'Article 9.

- 13.4 Dans la mesure où le Comité de Gestion déterminera que cela est possible dans le cadre des opérations visées par le Contrat, l'Opérateur fera des efforts commercialement raisonnables de fournir aux industries désignées par le CONGO les différentes qualités requises. Au cas où un mélange d'Hydrocarbures Liquides aurait déjà été effectué, les entités du Contracteur s'engagent à la demande du CONGO à procéder à des échanges entre le tonnage d'Hydrocarbures Liquides revenant au CONGO en application du paragraphe 13.3 contre les tonnages de pétrole brut de qualités différentes qui sont à leur disposition et produites au CONGO, en tenant compte de la qualité, de la valeur et de tous autres facteurs habituellement pris en considération selon les pratiques en usage dans l'industrie pétrolière.
- 13.5 Sous réserve de la limite fixée au paragraphe 13.3 ci-dessus, l'engagement de chaque entité du Contracteur de fournir des Hydrocarbures Liquides aux industries congolaises est limité, pour chaque Année Civile, à une quantité égale au total de leurs besoins, multiplié par une fraction dont le numérateur est la quantité d'Hydrocarbures Liquides de cette qualité revenant à cette entité au titre de sa participation, et dont le dénominateur est la production totale de pétrole brut de cette qualité réalisée au CONGO pendant la même Année Civile.
- 13.6 Au cas où il existerait au CONGO plusieurs producteurs, mais où en raison des besoins des industries congolaises, les entités du Contracteur se verraient obligées, à la demande du CONGO, de livrer des volumes supérieurs à leur obligation déterminée en application du paragraphe 13.3 ci-dessus, le CONGO réunira l'ensemble des producteurs de pétrole brut au CONGO et s'efforcera de faire effectuer entre eux des échanges de quantités de pétrole brut de telle sorte que soit établie entre les différents producteurs l'égalité décrite au paragraphe 13.3 ci-dessus, en tenant compte de la quantité, de la valeur et tous autres facteurs habituellement pris en considération dans l'industrie pétrolière.
- 13.7 La livraison des quantités d'Hydrocarbures Liquides aux industries congolaises se fera au point d'enlèvement à terre ou en mer ou à la sortie des installations de stockage de ces entités.

Article 14 – Propriété des biens mobiliers et immobiliers

- 14.1 La propriété des biens mobiliers et immobiliers de toute nature acquis par le Contracteur dans le cadre des Travaux Pétroliers sera automatiquement transférée au CONGO (i) dès complet remboursement au Contracteur des Coûts Pétroliers correspondants ou (ii) en cas de retrait, soit du PERMIS Marine IV, soit d'un PERMIS d'Exploitation en découlant, par le CONGO pour des raisons prévues au Code des Hydrocarbures. Toutefois, après le transfert de propriété, le Contracteur pourra continuer à utiliser lesdits biens immobiliers et mobiliers



gratuitement et de manière exclusive pendant toute la durée du Contrat ; en cas de cession ou de vente des biens ainsi transférés, les produits obtenus seront en totalité versés au CONGO.

- 14.2 Dans le cas où des biens mentionnés ci-dessus font l'objet de sûretés consenties à des tiers dans le cadre du financement des Travaux Pétroliers, le transfert de la propriété de ces biens au CONGO n'interviendra qu'après complet remboursement par le Contracteur des emprunts ainsi garantis.
- 14.3 Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables :
- aux équipements appartenant à des tiers et qui sont loués au Contracteur,
 - aux biens mobiliers et immobiliers acquis par l'Opérateur pour des opérations autres que les Travaux Pétroliers et qui pourraient être utilisés au profit des Travaux Pétroliers relatifs à la Zone de PERMIS.

Article 15 – Gaz Naturel

- 15.1 En cas de découverte de Gaz Naturel, le CONGO et le Contracteur se concerteront dans les plus brefs délais pour examiner la possibilité économique d'une exploitation commerciale de cette découverte et, si elle est économiquement raisonnable, envisager les aménagements qui devront être apportés au Contrat.
- 15.2 Le Contracteur pourra utiliser le Gaz Naturel, associé ou non, pour les besoins des Travaux Pétroliers, et procéder à toute opération de ré injection de Gaz Naturel visant à améliorer la récupération des Hydrocarbures Liquides. Les quantités de Gaz Naturel ainsi utilisées ne seront soumises à aucun droit, impôt ou taxe de quelque nature que ce soit.
- 15.3 Tout Gaz Naturel associé produit et non utilisé directement pour les Travaux Pétroliers ne pourra être brûlé à la torche qu'après autorisation du Ministre chargé des hydrocarbures telle que prévue à l'Article 25, dernier alinéa du Code des Hydrocarbures.

Article 16 – Formation et emploi du personnel congolais

- 16.1 Sur la base des besoins de formation exprimés par le CONGO, l'Opérateur mettra en oeuvre un programme de formation de personnel dans le domaine de la recherche, de l'exploitation et de commercialisation des hydrocarbures dont le budget annuel sera égal, pour chaque Année Civile, à la somme de cent mille (100,000) dollars US. Les programmes de formation et budgets susvisés seront préparés par l'Opérateur et présentés au Comité de Gestion pour discussion et approbation. Les actions de formation concerneront les personnels techniques et administratifs de tous niveaux du CONGO et seront conduites au moyen de stages au CONGO ou à l'étranger, d'attributions de bourses d'études à l'étranger et, le cas échéant, de la création d'un centre de formation professionnelle au CONGO. Le personnel en formation restera sous son statut d'origine, et ne pourra prétendre à un quelconque emploi auprès du Contracteur, ou aux avantages accordés à son personnel..

Les dépenses correspondant aux actions de formation constitueront des Coûts Pétroliers.

Les reliquats ou budgets non utilisés au cours d'un exercice donné, sont reportés à l'exercice suivant.

- 16.2 L'Opérateur assurera, à qualification égale, l'emploi en priorité dans ses établissements et installations situés au CONGO, de personnel de nationalité congolaise. Dans la mesure où il

ne serait pas possible de trouver des ressortissants congolais ayant des qualifications nécessaires pour occuper les postes à pourvoir, l'Opérateur pourra embaucher du personnel étranger, conformément à la réglementation en vigueur au CONGO.

Article 17– Informations – Confidentialité – Déclarations

17.1 Outre les obligations de fourniture d'informations aux autorités congolaises mises à la charge du Contracteur par la réglementation pétrolière, l'Opérateur fournira au CONGO une copie des rapports et documents suivants qui seront établis après la date d'effet du Contrat :

- rapports journaliers sur les activités de forage ;
- rapports hebdomadaires sur les activités de géophysique ;
- rapports d'études de synthèse géologique ainsi que les cartes y afférentes;
- rapports de mesures, d'études et d'interprétations géophysiques, cartes, profils, sections ou autres documents afférents, ainsi que, sur demande du CONGO, l'original des bandes magnétiques sismiques enregistrées ;
- rapports d'implantation et de fin de sondage pour chacun des forages, ainsi qu'un jeu complet des diagraphies enregistrées ;
- rapports des tests ou essais de production réalisés ainsi que de toute étude relative à la mise en débit ou en production d'un puits ;
- rapports concernant les analyses effectuées sur carotte ;
- études de gisement ;
- rapports de production ;
- tous les rapports journaliers, mensuels ou annuels issus des activités de recherche, de développement et d'exploitation.

Toutes les cartes, sections, profils, diagraphies et autres documents géologiques ou géophysiques seront fournis sur un support transparent adéquat pour reproduction ultérieure. Une portion représentative des carottes et des déblais de forage prélevés dans chaque puits ainsi que des échantillons des fluides produits pendant les tests ou essais de production seront également fournis au CONGO dans ces délais raisonnables. A l'expiration du Contrat, pour quelque raison que ce soit, les documents originaux et échantillons relatifs aux travaux pétroliers conduits postérieurement à la date d'effet seront remis au CONGO.

Le CONGO pourra à tout moment prendre connaissance des rapports de l'Opérateur sur les Travaux Pétroliers, dont au moins une copie sera conservée au CONGO.

Toutes les données techniques telles que citées ci-dessus appartiennent au CONGO.

17.2 Le Contrat ainsi que ses annexes et toutes les informations relatives à l'exécution du Contrat sont, vis-à-vis des tiers, traités comme confidentiels par les Parties. Cette obligation ne concerne pas :

- (i) les informations relevant du domaine public,



- (ii) les informations déjà connues par une Partie avant qu'elles ne lui soient communiquées dans le cadre du Contrat, et
- (iii) les informations obtenues légalement auprès de tiers qui les ont eux-mêmes obtenues légalement et qui ne font l'objet d'aucune restriction de divulgation ni d'engagement de confidentialité.

Les Parties peuvent cependant les communiquer, en tant que de besoin, en particulier :

- à leurs autorités de tutelle ou à des autorités boursières, si elles y sont légalement ou contractuellement obligées, ou
- aux instances judiciaires ou arbitrales dans le cadre de procédures judiciaires ou arbitrales, si elles y sont légalement ou contractuellement obligées, ou
- à leurs Sociétés Affiliées, étant entendu que la Partie qui communique de telles informations à une Société Affiliée se porte garante envers l'autre Partie du respect de l'obligation de confidentialité, ou
- aux banques et organismes financiers dans le cadre du financement des Travaux Pétroliers, sous réserve que ces banques et organismes s'engagent à les tenir confidentielles.

L'Opérateur peut également communiquer les informations aux tiers fournisseurs, entrepreneurs et prestataires de services intervenant dans le cadre du Contrat, à condition toutefois que telles communications soient nécessaires pour la réalisation des Travaux Pétroliers et que les dits tiers s'engagent à les tenir confidentielles.

Toutes les entités composant le Contracteur, qui projettent de céder tous leurs intérêts, ou une partie de leurs intérêts, peuvent également communiquer des informations à des tiers en vue d'une cession d'intérêts pour autant que ces tiers souscrire un engagement de confidentialité dont copie sera communiquée au CONGO.

- 17.3 Sauf application des dispositions du présent Contrat, aucune déclaration publique, annonce ou circulaire concernant les conditions et les dispositions de ce Contrat, ou informations propriétaires ou sensibles qui peuvent être définies comme telle par Le CONGO de temps à autre concernant les activités des Parties, seront faites ou émises par, ou au nom de l'une des Parties, sans l'approbation préalable par écrit de l'autre Partie.

Article 18 – Cessions

- 18.1 Toute cession d'intérêt dans la Zone de Permis, ou d'actions totale ou partielle à des tiers ne constituant pas le Contracteur ou ses sociétés affiliées, par l'une des entités composant le Contracteur sera soumise à l'approbation préalable du CONGO telle que définie à l'Article 36 de la loi portant Code des Hydrocarbures.
- 18.1 Il est convenu entre les parties que si l'une des entités composant le Contracteur envisage une opération qui aboutirait au transfert de la majorité des actions ayant droit de vote dans cette entité, ce projet sera porté à la connaissance préalable du CONGO.

Le CONGO répondra dans les plus bref délais à l'entité concernée pour lui signifier éventuellement que ce changement de contrôle rend incompatible son maintien en qualité de

membre du Contacteur, une telle décision ne pouvant pas être prise par le CONGO sans motif valable.

Dans ce cas, cette entité aura le droit de cesser d'être partie du Contracteur, sauf pour celles-ci à demander à ce que le contrat soit résilié par anticipation sous réserve d'avoir rempli les obligations légales, réglementaires et contractuelles.

En l'absence d'une réponse du CONGO dans un délai d'un mois, la cession d'actions envisagée sera considérée comme approuvée.

- 18.3 Les cessions d'intérêts dans la zone de permis entre entités constituant le Contracteur peuvent se faire librement et à tout moment. Le cédant est cependant tenu d'en informer l'Administration. Il en est de même pour les cessions d'actions entre les entités constituant le Contracteur et leurs sociétés affiliées.

Article 19 – Entrée en Vigueur – Date d'Effet – Durée

- 19.1 Le Contrat entrera en vigueur le jour de la promulgation de la loi portant approbation du présent Contrat.
- 19.2 Le Contrat restera en vigueur pendant toute la durée comprise entre la Date d'Entrée en vigueur et la date de terminaison prévue à l'Article 24 ci-dessous.

Article 20 – Termes du Contrat, Modifications

- 20.1 Les termes de ce Contrat ne peuvent être modifiés que par l'accord unanime des Parties.
- 20.2 S'il est démontré, par la suite, par l'une ou l'autre Partie que l'équilibre économique général des dispositions de ce Contrat au moment de la Date d'Effet a été défavorablement influencé par des changements de lois, de statuts, de réglementations ou d'autres matières applicables à ce Contrat qui pourraient s'appliquer après la Date d'Effet, des avenants au présent Contrat seront établis pour rétablir un tel équilibre économique général.

Article 21- Force majeure

- 21.1 Aucun retard ou défaillance d'une Partie à exécuter l'une quelconque des obligations découlant du Contrat ne sera considéré comme une violation de ce Contrat si ce retard ou cette défaillance est dû à un cas de force majeure, c'est-à-dire à un événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté de la Partie qui l'invoque.

Si par suite d'un cas de force majeure, l'exécution de l'une quelconque des obligations du Contrat est différée, la durée du retard en résultant, augmentée du temps qui pourra être nécessaire à la réparation des dommages causés pendant ledit retard et à la reprise des Travaux Pétroliers, sera ajoutée au délai prévu au Contrat pour l'exécution de ladite obligation.

- 21.2 Lorsqu'une Partie considère qu'elle se trouve empêchée de remplir l'une quelconque de ses obligations en raison d'un cas de force majeure, elle doit le notifier sans délai à l'autre Partie en spécifiant les éléments de nature à établir la force majeure, et prendre, en accord avec l'autre Partie, toutes les dispositions utiles et nécessaires pour permettre la reprise normale de

JU 

l'exécutions des obligations affectées dès la cessation de l'événement constituant le cas de force majeure.

Les obligations autres que celles affectées par la force majeure doivent continuer à être remplies conformément aux dispositions du Contrat.

Article 22 – Droit applicable

22.1 Le Contrat est régi par le droit congolais et sera interprété selon le droit congolais.

Article 23 – Arbitrage et règlement des litiges

23.1 Tous les différends découlant du Contrat, à l'exception de ceux visés au paragraphe 21.5 ci-dessous, qui surgiront entre le CONGO d'une part, et les entités du Contracteur d'autre part, qui ne pourront pas être résolus à l'amiable, seront tranchés définitivement par arbitrage conformément aux règles en vigueur à la Date d'Entrée en Vigueur du Centre International pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ci-après désigné le "Centre") institué par la Convention pour le Règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats (ci-après désigné la Convention "CIRDI"), à laquelle le CONGO est partie.

Les Parties déclarent qu'aux fins de l'article 25 (1) de la Convention CIRDI, tout différend relatif au Contrat est un différend juridique résultant directement d'un investissement.

23.2 Le CONGO d'une part et les entités du Contracteur d'autre part nommeront un arbitre et s'efforceront de se mettre d'accord sur la désignation d'un tiers arbitre qui sera le président du tribunal. A défaut de désignation d'un arbitre ou d'un accord sur le tiers arbitre, les dispositions de l'article 38 de la Convention CIRDI s'appliqueront.

23.3 L'arbitrage aura lieu à Paris, France. La procédure se déroulera en langue française. Pendant la procédure d'arbitrage et jusqu'au prononcé de la sentence, aucune des Parties n'effectuera un quelconque acte préjudiciable aux droits de l'autre partie au titre du Contrat. Un jugement d'exequatur pourra être rendu par tout tribunal ou toute autorité compétente ou, le cas échéant, une demande pourra être introduite devant ledit tribunal ou devant ladite autre autorité pour obtenir la confirmation judiciaire de la sentence et une décision exécutoire.

23.4 Le CONGO renonce irrévocablement par les présentes à se prévaloir de toute immunité lors de toute procédure relative à l'exécution de toute sentence arbitrale rendue par un Tribunal Arbitral constitué conformément au présent Article 23, y compris sans limitation toute immunité concernant les significations, toute immunité de juridiction et toute immunité d'exécution quant à ses biens, sauf les biens d'ordre public du CONGO.

23.5 Tous les différends pouvant survenir entre les entités constituant le Contracteur seront tranchés selon la clause d'arbitrage du contrat d'Association.

23.6 Si le CONGO et une des entités du Contracteur sont en désaccord sur la détermination du prix des Hydrocarbures liquides dans le cadre de l'Article 9 ci-dessus, le CONGO ou ladite entité pourra demander au Président de l'Institute of Petroleum à Londres, Grande Bretagne, de désigner un expert international qualifié, à qui le différend sera soumis. Si le Président de l'Institute of Petroleum ne désigne pas d'expert, chacune des Parties au différend pourra demander au Centre International d'Expertise de la Chambre de Commerce Internationale à Paris de procéder à cette désignation. le CONGO et ladite entité fourniront à celui-ci toutes

JNT 

les informations qu'ils jugeront nécessaires ou que l'expert pourra raisonnablement demander.

- 23.7 Dans les trente (30) jours de la date de sa désignation, l'expert communiquera au CONGO et à ladite entité le prix qui, à son avis, doit être utilisé en application de l'Article 9 ci-dessus. Ce prix liera les Parties et sera réputé avoir été arrêté d'un commun accord entre celles-ci. Les frais et honoraires de l'Institute of Petroleum à Londres ou de la Chambre de Commerce Internationale, ainsi que de l'expert, seront partagés par parts égales entre le CONGO et ladite entité.

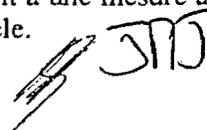
Article 24 – Terminaison

- 24.1 Le Contrat prend fin (i) lorsque le PERMIS Marine IV et tous les PERMIS d'Exploitation auront expiré ou ne seront pas renouvelés conformément aux dispositions du Permis, ou (ii) aux cas prévus par le Code des Hydrocarbures ou (iii) pour chaque entité du Contracteur, en cas de retrait volontaire ou involontaire conformément aux dispositions prévues au Contrat d'Association. Nonobstant toute(s) disposition(s) contraire(s) du Code des Hydrocarbures, les Parties s'accordent spécifiquement que le Contracteur peut volontairement mettre fin à cet Accord, à tout moment en sa totalité ou en partie; à condition toutefois que telle terminaison ne peut pas avoir lieu jusqu'à ce que le Contracteur ait achevé, ou pourvu pour l'achèvement de, toutes obligations applicables au moment de demande de terminaison à la zone alors sujette au PERMIS Marine IV et le(s) PERMIS d'Exploitation pour lesquels le Contracteur cherche telle terminaison; et aussi à condition que l'accord du Comité de Gestion sous l'Article 4 de ce Contrat ne sera pas applicable dans le cas de telle terminaison.
- 24.2 Si une entité du Contracteur souhaite se retirer volontairement conformément au Contrat d'Association, le Contracteur en informera le Comité de Gestion avec un préavis de soixante quinze (75) jours. Le CONGO et le Contracteur se concerteront pour le transfert de la participation de cette entité.
- 24.3 En cas de terminaison du Contrat telle que prévue à l'Article 24.1 ci-dessus :
- (a) en accord avec les dispositions de l'Article 14 ci-dessus, le Contracteur liquidera les opérations en cours et les actifs acquis au titre du Contrat et rendra compte de cette liquidation au Comité de Gestion. Les frais de cette liquidation seront supportés par le Contracteur.
 - (b) le Contracteur réglera toutes les charges dont le paiement lui incombera aux termes du Contrat.

Article 25 – Garanties Générales

- 25.1 Le CONGO garanti, pour la durée du Contrat, la stabilité des conditions générales, juridiques, financières, minières, fiscales et économiques dans lesquelles le Contracteur exercera ses activités, telles que ces conditions résultent de la législation et de la réglementation en vigueur à la date d'Entrée en Vigueur du Contrat.

En conséquence, sous réserve de ce qui est dit à l'alinéa suivant, les droits du Contracteur ne seront en aucun cas soumis en en quelque domaine que ce soit à une mesure aggravante par rapport au régime défini dans le premier alinéa du présent article.



25.2 Au cas où le CONGO changerait sa législation ou sa réglementation, qui se traduirait par une détérioration des conditions générales juridiques, financières, minières, fiscales et économiques dans lesquelles le Contracteur exerce ses activités, le CONGO s'engage à contacter sans délai le Contracteur pour s'accorder sur les changements à apporter au contrat, afin de rétablir un équilibre économique équivalent à celui préexistant à la Date d'Entrée en Vigueur.

Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, tous les différends seront soumis à un arbitrage selon les termes de l'article 23.

25.3 Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les modifications apportées à la législation du travail seront applicables de plein droit au Contracteur sauf elles comportent des restrictions aux droits de ses actionnaires.

25.4 Les Actionnaires et les Associés du Contracteur sont exonérés de tous impôts, droits et taxes à raison des dividendes reçus, des créances, prêts et intérêts, des achats, transports d'Hydrocarbures, services rendus, cessions d'intérêts, de droits et obligations, et, plus généralement à raison de tous revenus et activités générés dans le cadre des opérations pétrolières objet de ce Contrat.

Article 26 – Adresses

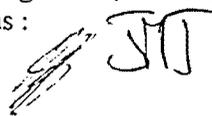
Toute communication sera faite aux parties aux adresses suivantes :

- | | | |
|----|--|---|
| a) | Pour le CONGO | Le Ministère des Hydrocarbures
République du CONGO
BP 2120 BRAZZAVILLE
5547 KG
Télex :
Tél : (242) 83.58.95
Fax : (242) 83.62.43 |
| b) | Pour le Contracteur
22-25 Rue Dumont-d'Urville | PERENCO,
75116, Paris FRANCE
01 53 57 66 00
01 47 20 38 26 |
| | Pour la Société Nationale des Pétroles
Du CONGO | Société Nationale des Pétroles
du CONGO
BP 188 BRAZZAVILLE
République du CONGO
Tel : (242) 81.09.64
Fax : (242) 81.04.92 |

Article 27 – Divers

Tous les avis et autres communications prévus au Contrat seront donnés par écrit, soit :

- (i) par remise au représentant de la Partie au Comité de Gestion ;
- (ii) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- (iii) par télex, télécopieur ou télégramme, adressé à la Partie qui doit être notifiée à l'adresse appropriée indiquée ci-dessus :



Fait en deux (2) exemplaires originaux.

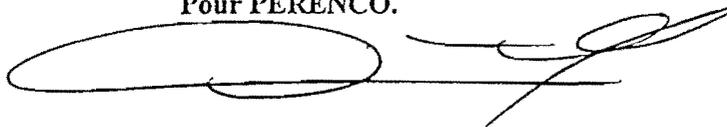
A Brazzaville, le 16 Décembre 2003

Pour LE CONGO



Par Monsieur Jean Baptiste TATI LOUTARD,
Ministre des Hydrocarbures

Pour PERENCO.



Pour Monsieur Roland Fox
Président

ANNEXE 1 PROCÉDURE COMPTABLE

CHAPITRE I – RÈGLES GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : L'OBJET

La présente Procédure Comptable constitue l'Annexe 1 au Contrat de Partage de Production portant sur le Permis Marine IV signée entre le CONGO et PERENCO (« PERENCO ») ainsi que toutes autres PARTIES qui composent nommées comme Contracteur, dont elle fait Partie intégrante.

Elle fixe les méthodes, règles et procédures comptables auxquelles le Contracteur est tenu de se conformer au titre de la comptabilisation des opérations résultant de l'exécution du Contrat, ainsi que les rapports, états, déclarations, documents, informations et renseignements comptables et financiers, périodiques ou non, qui doivent obligatoirement être fournis au CONGO en plus de ceux prévus par la réglementation fiscale et douanière applicable au Contracteur.

Les termes utilisés dans la présente Annexe ont la même signification que celle qui leur est donnée dans le Contrat, à moins que le contexte ne confère clairement à ces termes une signification différente. Pour les besoins de la présente Procédure Comptable, le « Contracteur » peut en outre désigner chacune des entités qui le constituent, notamment lorsqu'il s'agit des droits ou obligations leur incombant à titre personnel. Certains des droits et obligations du Contracteur peuvent être exercés par l'intermédiaire de l'Opérateur, notamment lorsqu'il s'agit d'opérations ou de comptes communs aux entités qui constituent le Contracteur.

En cas de contradiction ou de divergence entre la présente Annexe et les stipulations du Contrat, ces dernières prévalent.

ARTICLE 2 : COMPTABILISATION DES OPERATIONS EN DEVICES

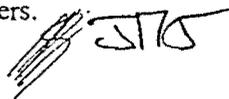
Conformément à l'Article 5.7 du Contrat, le Contracteur tient sa comptabilité en langue française et en Dollars des États-Unis d'Amérique (US \$).

L'enregistrement initial des dépenses ou recettes réalisées en monnaies, y compris le Franc CFA, autres que le US \$ dans le cadre des Travaux Pétroliers sera effectué en US \$ à titre provisoire sur la base des taux de change prévalant dans la période et calculés conformément aux méthodes habituelles du Contracteur.

La différence de change constatée entre l'enregistrement initial et le montant résultant de l'application du taux de change en vigueur lors du règlement ou de l'encaissement est imputée aux mêmes comptes de Coûts Pétroliers que ceux qui ont été utilisés pour l'enregistrement initial.

Le Contracteur fera parvenir au CONGO, avec les états trimestriels prévus au Chapitre VII, un relevé des taux de change utilisés dans la période, tels que cotés par La Banque de France

Il est de l'intention des PARTIES qu'à l'occasion de la conversion de devises, de la comptabilisation en US \$ de montants en monnaies, y compris le franc CFA, autres que le US \$ et de toutes autres opérations de change relatives aux Travaux Pétroliers, le Contracteur ne réalise ni gain, ni perte qui ne soit porté(e) aux comptes de Coûts Pétroliers.



ARTICLE 3 : TENUE DES COMPTES

Le Contracteur tiendra une comptabilité (ci-après la « Comptabilité ») des Coûts Pétroliers permettant de distinguer les Travaux Pétroliers régis par le Contrat des autres activités éventuellement exercées au CONGO. La Comptabilité correspond à la comptabilité analytique du Contracteur ou à des états de suivi et de synthèse relatifs aux Travaux Pétroliers.

Tous les registres, comptes, livres et états comptables, ainsi que l'original des pièces justificatives, contrats, factures et autres documents relatifs à la Comptabilité sont conservés au CONGO. Les registres, comptes, livres et états comptables, ainsi que les originaux des contrats, factures et autres documents justificatifs se rapportant aux Coûts Pétroliers doivent être présentés à toute demande du CONGO suivant les dispositions du Contrat.

Tous les rapports, états, documents que le Contracteur est tenu de fournir au CONGO soit en vertu de la réglementation en vigueur, soit en application du Contrat, doivent comporter tous les renseignements, informations et indications utiles au suivi du Contrat dans les conditions, formes et délais indiqués au Chapitre VII de la présente Procédure Comptable.

Lesdits rapports, états, documents doivent être conformes aux modèles établis, le cas échéant, par le CONGO après consultation du Contracteur.

CHAPITRE II – COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

ARTICLE 4 : PRINCIPES

I – La comptabilité générale enregistrant les activités des entités constituant le Contracteur, exercées dans le cadre du Contrat, doit être conforme aux règles, principes et méthodes du plan comptable général des entreprises en vigueur au CONGO (Plan Comptable OHADA).

Toutefois, lesdites entités ont la faculté d'appliquer les règles et pratiques comptables généralement admises dans l'industrie pétrolière dans la mesure où elles ne sont pas contraires au Plan Comptable OHADA.

II – Les réalisations au titre des Travaux Pétroliers sont imputées au débit ou au crédit des comptes de Coûts Pétroliers dès que les charges ou produits correspondants sont dus ou acquis.

Les charges et produits peuvent donc comprendre des imputations des sommes déjà payées ou encaissées et des sommes facturées mais non encore payées ou encaissées, ainsi que des imputations correspondant à des charges à payer ou à des produits à recevoir, c'est-à-dire des dettes ou créances certaines, non encore facturées et calculées sur la base des éléments d'estimation disponibles. Le Contracteur doit faire en sorte que toute imputation provisionnelle soit régularisée dans les plus brefs délais par la comptabilisation de la dépense ou de la recette exacte.

ARTICLE 5 : LE BILAN

I. La comptabilité générale doit refléter fidèlement la situation patrimoniale du Contracteur, aussi bien active que passive, et permettre l'établissement d'un bilan annuel suffisamment détaillé pour que le CONGO puisse suivre l'évolution de chaque élément de l'actif et du passif et apprécier la situation financière du Contracteur.

Le bilan doit faire ressortir, pour chaque catégorie d'opérations, le résultat desdites opérations. Celui-ci est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net qui y est affecté à la clôture et à l'ouverture

de l'Année Civile, diminuée des suppléments d'apports correspondant à des biens ou espèces nouvellement affectés aux dites opérations, et augmenté des prélèvements correspondant aux retraits, par le Contracteur, de biens ou d'espèces qui y étaient précédemment affectés.

L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé, au passif, par les créances des tiers et des Sociétés Affiliées du Contracteur, les amortissements et provisions autorisés et justifiés.

II. Les biens appartenant au CONGO, en application des stipulations de l'Article 14 du Contrat, sont enregistrés dans la Comptabilité permettant de faire ressortir clairement leur statut juridique et leur valeur d'acquisition, de construction ou de fabrication.

Chaque entité constituant le Contracteur est responsable de la tenue de ses propres registres comptables et doit respecter ses obligations légales et fiscales en la matière.

ARTICLE 6 : COMPTES DE CHARGES

I - Peuvent être portés au débit des comptes de charges et pertes par nature toutes les charges, pertes et frais, qu'ils soient justifiés et nécessités par les besoins des Travaux Pétroliers, et qu'ils incombent effectivement au Contracteur, à l'exclusion de ceux dont l'imputation n'est pas autorisée par les stipulations du Contrat.

II- Les charges à payer et les produits à recevoir, c'est-à-dire les dettes et les créances certaines mais non encore facturées, payées ou encaissées, sont également prises en charge ; ils sont calculés sur la base d'éléments d'estimation disponibles. Le Contracteur doit faire en sorte que toute inscription de cette nature soit régularisée dans les plus brefs délais par la comptabilisation de la charge ou du produit réel correspondant.

ARTICLE 7 : COMPTES DE PRODUITS ET PROFITS

Doivent être portés au crédit des comptes de produits et profits par nature, les produits de toute nature, liés aux Travaux Pétroliers, qu'ils soient effectivement encaissés ou exigibles par le Contracteur.

CHAPITRE III – LA COMPTABILITÉ DES COÛTS PÉTROLIERS

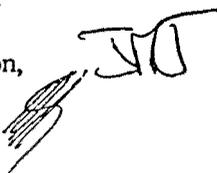
A – ÉLÉMENTS DES COÛTS PÉTROLIERS ET PRINCIPES DE RÉCUPÉRATION

ARTICLE 8 : ÉLÉMENTS DES COÛTS PÉTROLIERS

I – Suivant les mêmes règles et principes que ceux visés aux Articles 2 et 3 ci-dessus, le Contracteur tiendra, en permanence, une Comptabilité conformément à l'Article 3 faisant ressortir le détail des dépenses effectivement payées ou encourues par lui et donnant droit à sa récupération en application des dispositions du Contrat et de la présente Annexe, les Coûts Pétroliers récupérés par chaque entité composant le Contracteur, au fur et à mesure de l'affectation de la production destinée à cet effet, ainsi que les sommes venant en déduction des Coûts Pétroliers.

II – La comptabilité des Coûts Pétroliers doit être sincère et exacte ; elle est organisée et les comptes tenus et présentés de manière que puissent être aisément regroupés et dégagés les Coûts Pétroliers afférents, notamment aux dépenses :

- 1) de Travaux d'exploration,



- 2) de Travaux d'appréciation,
- 3) de Travaux de Développement,
- 4) de Travaux d'Exploitation,
- 5) de Travaux d'Abandon et de provisions constituées en vue de leur réalisation,
- 6) relatives aux activités connexes, annexes ou accessoires, en distinguant chacune d'elles.

En outre, les Coûts Pétroliers sont regroupés et présentés de la manière prévue à l'Article 7.5 du Contrat afin de faciliter leur recouvrement à partir du « Cost Oil ».

III – Pour chacune des activités ci-dessus, la comptabilité des Coûts Pétroliers doit permettre de faire ressortir :

- 1) les dépenses relatives aux immobilisations corporelles, notamment celles se rapportant à l'acquisition, la création, la construction ou la réalisation :
 - a) de terrains,
 - b) de bâtiments (ateliers, bureaux, magasins, logements, laboratoires, etc.),
 - c) d'installations de chargement et de stockage,
 - d) de voies d'accès et ouvrages d'infrastructure générale,
 - e) de moyens de transport des Hydrocarbures (canalisation d'évacuation, bateaux-citernes, etc.),
 - f) d'équipements généraux,
 - g) d'équipements et installations spécifiques,
 - h) de véhicules de transport et engins de génie civil,
 - i) de matériel et outillage (dont la durée normale d'utilisation est supérieure à une année),
 - j) de forages productifs,
 - k) d'installations industrielles de production et de traitement des hydrocarbures,
 - l) d'autres immobilisations corporelles.
- 2) les dépenses relatives aux immobilisations incorporelles, notamment celles se rapportant :
 - a) aux travaux de terrain de géologie et de géophysique, de laboratoire, études, sismique, retraitement, aux forages d'exploration, etc.,
 - b) aux autres immobilisations incorporelles.
- 3) les dépenses relatives aux matériels et matières consommables y compris la Redevance minière proportionnelle calculée sur les Hydrocarbures Liquides consommées par le Contracteur au cours des Travaux pétroliers conformément à l'Article 12.1 du Contrat.
- 4) les dépenses opérationnelles de fonctionnement. Il s'agit des dépenses de toute nature non prises en compte aux paragraphes III, 1) à 3) ci-dessus, et liées directement à l'étude, la conduite et l'exécution des Travaux Pétroliers.
- 5) les dépenses non opérationnelles de fonctionnement. Il s'agit de dépenses supportées par le Contracteur, liées aux Travaux Pétroliers et se rapportant à la direction et à la gestion administratives desdites opérations.

IV – Par ailleurs, la Comptabilité des Coûts Pétroliers doit faire ressortir, pour chacune des catégories de dépenses énumérées ou définies aux paragraphes III, 1) à 5) précédents, les dépenses effectuées au profit :

- 1) de l'Opérateur, pour les biens et services qu'il a fournis lui-même ;
- 2) des entités constituant le Contracteur, pour les biens et services qu'elles ont fournis elles-mêmes ;

3) des Sociétés Affiliées ;

4) des tiers.

V – La Comptabilité des Coûts Pétroliers doit permettre de faire ressortir :

1) le montant total des Coûts Pétroliers payés ou encourus par le Contracteur pour l'exécution des opérations du Contrat;

2) le montant total des Coûts Pétroliers récupérés ;

3) les montants venant en diminution des Coûts Pétroliers et la nature des opérations auxquelles se rapportent ces montants ;

4) le montant des Coûts Pétroliers restant à récupérer.

VI – La Comptabilité des Coûts Pétroliers enregistre, au débit, toutes les dépenses effectivement payées ou encourues se rapportant directement, en application du Contrat et des stipulations de la présente Annexe, aux Travaux Pétroliers, et considérées comme imputables aux Coûts Pétroliers.

Ces dépenses effectivement payées ou encourues doivent, à la fois :

1) être nécessaires à la réalisation des Travaux Pétroliers conformément aux usages de l'industrie pétrolière.

2) être justifiées et appuyées de pièces et documents justificatifs permettant un contrôle et une vérification par le CONGO.

VII – La Comptabilité des Coûts Pétroliers enregistre, au crédit, le montant des Coûts Pétroliers récupérés, au fur et à mesure que cette récupération est opérée, ainsi que, au fur et à mesure de leur encaissement, les recettes et produits de toute nature qui viennent en déduction des Coûts Pétroliers.

VIII – Aux fins de l'application de l'Article 7.9 du Contrat, les Coûts Pétroliers non récupérés à la fin d'un Trimestre donné et imputés aux comptes des Coûts Pétroliers seront actualisés.

ARTICLE 9 : PRINCIPES DE RÉCUPÉRATION

Dès le démarrage de la production d'Hydrocarbures, sur l'un des Permis d'Exploitation de la Zone de Permis, chaque entité constituant le Contracteur commencera à récupérer sa part des Coûts Pétroliers relatifs à la Zone de Permis correspondante selon les dispositions de l'Article 7 du Contrat.

Les Coûts Pétroliers sont récupérés selon l'ordre des catégories ci-après :

1 – Coûts Pétroliers au titre des Travaux d'Exploitation ;

2 – Coûts Pétroliers au titre des Travaux de Développement ;

3 - Coûts Pétroliers au titre des Travaux d'Exploration et d'Appréciation ;

4 – Coûts Pétroliers décidés pour la couverture des coûts des Travaux d'Abandon.



Aux fins de ce paragraphe, les Coûts Pétroliers représentant des dépenses encourues avant la Date d'Entrée en Vigueur du Contrat seront re-classifiées dans les catégories applicables aux opérations menées.

À l'intérieur de chaque catégorie, les Coûts Pétroliers seront récupérés suivant le principe « First-in, First-out » ; les Coûts Pétroliers les plus anciens sont réputés récupérés ou récupérables en premier.

B – BASES D'IMPUTATION

ARTICLE 10 : PRINCIPES D'IMPUTATION

Les principes d'imputation et les méthodes analytiques habituelles du Contracteur en matière de répartition et de reversement doivent être appliquées de façon homogène, équitable et non discriminatoire à l'ensemble de ses activités.

Le Contracteur soumettra au Comité de Gestion toute modification substantielle qu'il pourrait être conduit à apporter à ces principes et méthodes et lui en commentera les effets.

ARTICLE 11 : DÉBITS DES COMPTES DES COÛTS PÉTROLIERS

Sont imputés au débit des comptes matérialisant les Coûts Pétroliers, les dépenses, charges et coûts ci-après.

Les imputations correspondantes sont effectuées selon les méthodes et procédures habituelles de la comptabilité analytique du Contracteur :

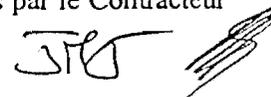
- imputation directe pour toutes les dépenses encourues au titre des Travaux Pétroliers dont la comptabilisation peut être opérée immédiatement dans le compte des Coûts Pétroliers : acquisition d'équipements, d'installations, matériels et matières consommables, prestations de services rendus par des tiers extérieurs, les Sociétés Affiliées du Contracteur, etc....
- imputation indirecte pour les dépenses et coûts encourus au titre des Travaux Pétroliers dont la comptabilisation dans les comptes de Coûts Pétroliers relève de taux d'œuvre internes et des échelles de répartition ; ces dépenses et coûts correspondent notamment aux prestations des départements et services fonctionnels ou opérationnels du Contracteur et aux charges de fonctionnement non opérationnelles.

ARTICLE 12 : ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS ET DE BIENS CORPORELS

1) Les actifs corporels construits, fabriqués, créés ou réalisés par le Contracteur dans le cadre des Travaux Pétroliers et effectivement affectés à ces Travaux Pétroliers sont comptabilisés au prix de revient de construction, de fabrication, de création ou de réalisation. Il convient de noter que certaines opérations de gros entretien devront figurer dans les actifs, conformément aux pratiques habituelles du Contracteur, et être comptabilisées comme indiqué ci-dessus.

2) Les équipements, matériels et matières consommables nécessités par les Travaux Pétroliers et autres que ceux visés ci-dessus sont :

- a) soit acquis pour utilisation immédiate, sous réserve des délais d'acheminement et, si nécessaire, d'entreposage temporaire par le Contracteur (sans, toutefois, qu'ils aient été assimilés à ses propres stocks). Ces équipements, matériels et matières consommables acquis par le Contracteur



sont valorisés pour imputation aux Coûts Pétroliers, à leur prix rendu à pied d'œuvre (prix rendu CONGO).

Le prix rendu CONGO comprend les éléments suivants, imputés selon les méthodes analytiques du Contracteur.

1 – le prix d'achat après ristournes et rabais,

2 – les frais de transport, d'assurance, de transit, de manutention et de douane (et autres impôts et taxes éventuels) depuis le magasin du vendeur jusqu'à celui du Contracteur ou jusqu'au lieu d'utilisation, selon le cas,

3 – et, lorsqu'il y a lieu, les frais de fonctionnement du magasin du Contracteur incluant l'amortissement des bâtiments calculés conformément au paragraphe 5), b) du présent Article, le coût de gestion du magasin, les frais des services d'approvisionnement locaux et, le cas échéant, hors CONGO.

b) soit fournis par une des entités composant le Contracteur à partir de ses propres stocks.

1 – Les équipements et matériels neufs, ainsi que les matières consommables, fournis par une des entités constituant le Contracteur à partir de ses propres stocks ou de ceux de ses autres activités sont valorisés, pour imputation, au dernier prix de revient moyen pondéré, calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2), a ci-dessus.

2 – Les matériels et équipements amortissables déjà utilisés fournis par une des entités constituant le Contracteur à partir de ses propres stocks ou de ceux de ses autres activités, y compris celles de ses Sociétés Affiliées, sont valorisés, pour imputation aux Coûts Pétroliers, d'après le barème ci-après :

i – Matériel neuf (État « A ») : Matériel neuf qui n'a jamais été utilisé : 100% (cent pour cent) du coût net correspondant au dernier prix de revient moyen pondéré, calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2), a ci-dessus.

ii – Matériel en bon état (État « B ») : Matériel d'occasion en bon état et encore utilisable dans sa destination initiale sans réparation : 75 % (soixante quinze pour cent) du coût net du matériel neuf tel que défini ci-dessus.

iii – Autre matériel usagé (État « C ») : Matériel encore utilisable dans sa destination initiale, mais seulement après réparation et remise en état : 50 % (cinquante pour cent) du coût net du matériel neuf tel que défini ci-dessus.

iv – Matériel en mauvais état (État « D ») : Matériel non utilisable dans sa destination initiale, mais qui est utilisable pour d'autres services : 25 % (vingt-cinq pour cent) du coût net du matériel neuf tel que défini ci-dessus.

v – Ferrailles et rebuts (État « E ») : Matériel hors d'usage et irréparable : prix courant des rebuts.

La valeur des équipements et matériels fournis par une des entités constituant le Contracteur à partir de stocks appartenant à une association extérieure aux Travaux Pétroliers est déterminée selon les dispositions contractuelles régissant ladite association.

3) L'Opérateur ne garantit pas la qualité du matériel neuf visé ci-dessus au-delà de ce que fait le fabricant ou le revendeur du matériel concerné. En cas de matériel neuf défectueux, le Contracteur

fait diligence pour obtenir remboursement ou compensation de la part du fabricant ou du revendeur ; cependant le crédit correspondant n'est passé en écriture qu'à la réception du remboursement ou de la compensation ;

4) En cas de défectuosité du matériel usagé visé ci-dessus, le Contracteur crédite le compte des Coûts Pétroliers des sommes qu'il aura effectivement encaissées en compensation.

5) Utilisation des matériels, équipements et installations appartenant en propre au Contracteur.

Les matériels, équipements et installations appartenant en propre au Contracteur et utilisés à titre temporaire pour les besoins des Travaux Pétroliers, sont imputés aux Coûts Pétroliers pour un montant de location couvrant notamment :

a) l'entretien et les réparations,

b) une quote-part, proportionnelle au temps d'utilisation pour les Travaux Pétroliers selon les règles de la comptabilité analytique du Contracteur.

c) les dépenses de transport et de fonctionnement et toutes autres dépenses non déjà imputées par ailleurs.

Le prix facturé exclut toute charge inhérente aux surcoûts dus, notamment, à une immobilisation ou à une inutilisation anormale desdits équipements et installations dans le cadre des activités du Contracteur autres que les Travaux Pétroliers.

En tout état de cause, les coûts imputés aux Coûts Pétroliers pour l'utilisation de ces équipements et installations ne doivent pas excéder ceux qui seraient normalement pratiqués au CONGO par des entreprises tierces à des conditions de qualité et de disponibilité similaires.

6) Les actifs corporels ainsi que les équipements, matériels et matières consommables acquis pour les besoins des Travaux Pétroliers deviennent la propriété du CONGO dans les conditions prévues à l'Article 13 du Contrat.

ARTICLE 13 : DÉPENSES OPÉRATIONNELLES

Les dépenses opérationnelles sont imputées aux Coûts Pétroliers au prix de revient pour le Contracteur des prestations ou charges qu'elles concernent, tel que ce prix ressort des comptes de celui-ci et tel qu'il est déterminé en application des dispositions de la présente Annexe.

Ces dépenses comprennent, notamment :

1) Les impôts, droits et taxes payés au CONGO.

La Redevance et l'impôt sur les sociétés mentionnés à l'Article 12 du Contrat ne sont pas imputables aux Coûts Pétroliers, à l'exception de la Redevance minière proportionnelle calculée sur les Hydrocarbures Liquides consommés par le Contracteur au cours des Travaux Pétroliers.

2) Les dépenses de personnel et d'environnement du personnel :

a) Principes.

Dans la mesure où elles correspondent à un travail et à des effectifs et où elles ne sont pas excessives en égard à l'importance des responsabilités exercées, au travail effectué et aux

pratiques habituelles; ces dépenses couvrent tous les paiements effectués ou charges encourues à l'occasion de l'utilisation et l'environnement du personnel travaillant au CONGO pour la conduite et l'exécution des Travaux Pétroliers ou pour leur supervision. Ce personnel comprend les personnes recrutées localement par le Contracteur et celles mises à la disposition de celui-ci par ses Sociétés Affiliées ou des tiers.

b) Éléments :

Les dépenses de personnel et d'environnement comprennent, d'une part, toutes les sommes payées ou remboursées ou encourues au titre du personnel visé ci-dessus, en vertu des textes légaux et réglementaires, des conventions collectives, des contrats de travail et du règlement propre au Contracteur et, d'autre part, les dépenses payées ou encourues pour l'environnement de ce personnel, notamment :

1 – salaires et appointements d'activité ou de congé, heures supplémentaires, primes et autres indemnités suivant les réglementations internes en vigueur .

2 – charges patronales y afférentes au Congo et à l'étranger, résultant des textes légaux et réglementaires, des conventions collectives et des conditions d'emploi, y compris le coût des pensions et retraite ;

3 – dépenses payées ou encourues pour l'environnement du personnel ; celles-ci représentent, notamment :

i) les dépenses d'assistance médicale et hospitalière, d'assurance sociale et toutes les autres dépenses sociales particulières au Contracteur, notamment liées à la scolarité au CONGO des enfants de son personnel et aux œuvres sociales, suivant les réglementations internes en vigueur,

ii) les dépenses de transport des employés, de leur famille et de leurs effets personnels, lorsque la prise en charge de ces dépenses par l'employeur est prévue par le contrat de travail,

iii) les plans de préretraite et de réduction de personnel en proportion de la durée de l'affectation dudit personnel aux Travaux Pétroliers,

iv) les dépenses de logement du personnel, y compris les prestations y afférentes, lorsque leur prise en charge par l'employeur est prévue par le contrat de travail (eau, gaz, électricité, téléphone),

v) les indemnités payées ou encourues à l'occasion de l'installation et du départ des salariés,

vi) les dépenses afférentes au personnel administratif rendant les services suivants :

- gestion et recrutement du personnel local,

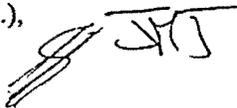
- gestion du personnel expatrié,

- formation professionnelle,

- entretien et fonctionnement des bureaux et logement,

lorsque ces dépenses ne sont pas incluses dans les frais généraux ou sous d'autres rubriques,

vii) les frais de location des bureaux ou leur coût d'occupation, les frais des services administratifs collectifs (secrétariat, mobilier, fournitures de bureau, informatique, télécommunications, etc.),



viii) les frais de formation assurée par le Contracteur au CONGO ou à l'étranger par son personnel ou par des tiers.

c) Conditions d'imputation.

Les dépenses de personnel correspondent :

1 – soit à des dépenses directes imputées directement au compte des Coûts Pétroliers correspondant,

2 – soit à des dépenses indirectes ou communes imputées au compte des Coûts Pétroliers à partir des données de la comptabilité analytique et déterminées au prorata du temps consacré aux Travaux Pétroliers.

Les imputations des dépenses de personnel sont effectuées pour des montants réels ou pour des montants provisionnels ou forfaitaires et excluent toute duplication de coûts.

3) Les dépenses payées ou encourues à raison des prestations de services fournies par les Tiers, les entreprises constituant le Contracteur ou les Sociétés Affiliées.

Ces dépenses comprennent :

i) – Services extérieurs.

Les services rendus par les Tiers, y compris par les PARTIES, sont imputés à leur prix de revient comptable pour le Contracteur, c'est-à-dire au prix facturé par les fournisseurs, y compris tous droits, taxes et charges annexes éventuels ; les prix de revient sont diminués de tous rabais, remises, ristournes et escomptes obtenus par le Contracteur, soit directement, soit indirectement.

ii) – Services des Sociétés Affiliées.

a) – Services spécifiques

Sous réserve des dispositions de l'Article 3.6 du Contrat, le Contracteur peut demander à toute Société Affiliée de fournir des services professionnels, techniques ou autres spécifiques qui ont été inclus dans le Programme de Travaux et dans le Budget et qui ne sont pas couverts par les honoraires pour les services mentionnés sous b)- ci-après.

Le coût des services techniques et professionnels fournis par les employés de l'une quelconque des Sociétés Affiliées du Contracteur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du CONGO, qui consistent notamment en salaires, appointements, charges salariales des employés qui fournissent ces services, en une quote-part du coût des matériels, équipements et installations qui sont mis à disposition à l'occasion de ces prestations, ainsi que les frais généraux y afférents ; ces coûts sont déterminés selon les méthodes habituelles en coûts complets des Sociétés Affiliées sur la base de facturations justifiées par des relevés d'unités d'œuvre (les unités d'œuvre utilisées pour évaluer et facturer l'assistance technique correspondent à des temps agents et des unités de compte spécifiques en ce qui concerne certaines prestations ; de manière générale, ces unités d'œuvre sont imputées par saisie individuelle après validation hiérarchique).

Les imputations couvriront les services fournis notamment dans les domaines suivants :
Ingénierie, géologie, géophysique, forage et production, gisement et étude des réservoirs, études économiques, rédaction, comptabilité, finance montage et gestion des

STG

financements, trésorerie, fiscalité, droit, relations avec le personnel et formation, gestion, direction, traitement de données et achats, transit, contrats techniques, dessin.

b)- Services, conseils et assistance techniques généraux.

Le Contracteur passera des honoraires pour services au débit des comptes au titre des coûts de services, conseils et assistance techniques généraux, y compris une contribution au paiement du coût des Travaux de Recherche et des Travaux de Développement, à des taux calculés pour récupérer les coûts effectifs (sans profit) de tous les services, conseils et assistance techniques généraux mis à la disposition du Contracteur en vertu de tout contrat de services passé entre l'Opérateur et toute Société Affiliée, relatif aux Travaux Pétroliers ; un exemplaire du contrat et de toutes les modifications apportées à celui-ci sera mis à la disposition du CONGO.

Les montants passés au débit des comptes en vertu de a)- et b)- du présent paragraphe seront calculés conformément à la pratique comptable habituelle utilisée dans l'industrie pétrolière et n'excéderont pas ceux pratiqués par d'autres sociétés opératrices dans la région et dans des conditions similaires.

iii)- Utilisation d'équipement et du matériel du Contracteur.

Lorsque le Contracteur utilise, pour les Travaux Pétroliers, du matériel, des équipements ou des installations qui sont la propriété exclusive d'une entité constituant le Contracteur, il impute aux Coûts Pétroliers, au prorata du temps d'utilisation, la charge correspondante, déterminée selon ses méthodes habituelles et selon les principes définis au paragraphe ii) ci-dessus. Cette charge comprend, notamment, une quote-part :

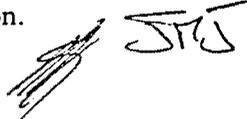
- 1- de l'amortissement annuel calculé sur le "prix rendu CONGO" d'origine défini à l'Article 12 ci-dessus ;
- 2- du coût de la mise en oeuvre, des assurances, de l'entretien courant, du financement et des révisions périodiques ;
- 3- des frais de stockage. Les frais de stockage et de manutention (frais de personnel et frais de fonctionnement des services) sont imputés aux Coûts Pétroliers au prorata de la valeur de sortie de biens enregistrée ;
- 4- des dépenses de transport , qui sont imputée aux Coûts Pétroliers les dépenses de transport de personnel, de matériel ou D'équipements destinés et affectés aux Travaux Pétroliers et qui ne sont pas déjà couvertes par les paragraphes ci-dessus ou qui ne sont pas intégrées dans les prix de revient.

4) Les avaries et pertes affectant les biens communs.

Toutes les dépenses nécessaires à la remise en état des biens à la suite d'avaries ou de pertes résultant d'incendies, inondations, tempêtes, vols, accidents ou tout autre cause, sont imputées selon les principes définis dans la présente Annexe, sous réserve des dispositions de l'Article 3.7 du Contrat.

Les sommes recouvrées auprès des compagnies d'assurances pour ces avaries et pertes sont créditées aux comptes de Coûts Pétroliers.

Les dépenses de cette nature supérieures à un million (1.000.000) de US \$ seront portées à la connaissance du Comité de Gestion.



5) Les frais courants d'exploitation du matériel et les dépenses de maintenance.

Les frais courants d'exploitation du matériel, des équipements et des installations affectés aux Travaux Pétroliers sont imputés aux Coûts Pétroliers à leur prix de revient pour les charges en imputation directe et sur la base des taux standard ou des échelles de répartition en vigueur du Contracteur pour les charges en imputation indirecte.

Les dépenses de maintenance (entretien courant et gros entretien) du matériel, des équipements et des installations affectés aux Travaux Pétroliers sont imputés aux Coûts Pétroliers au prix de revient.

6) Les primes d'assurances et dépenses liées au règlement des sinistres sont imputés aux Coûts Pétroliers:

a) les primes, commissions, frais, taxes et impôts relatifs aux assurances (qu'il soient attribuables à une assurance effectivement acquise d'un tiers assureur, ou qu'ils soient, dans le cas d'auto-assurance fourni par l'Opérateur, une somme équivalente au coût de primes raisonnablement procurables de sources tiers) obtenus pour couvrir les Travaux pétroliers selon les normes de l'industrie ou comme exigé par le Contrat, y compris les hydrocarbures extraits, le personnel, les biens et l'équipement affectés aux travaux Pétroliers, et la responsabilité civile du Contracteur à l'égard des tiers dans le cadre desdits travaux.

b) Les dépenses supportées par le Contracteur lors d'un sinistre survenu dans le cadre des Travaux Pétroliers, celles supportées en règlement de toutes pertes, réclamations, dommages et autres dépenses annexes, non couverts par les assurances souscrites.

c) les dépenses payées en règlement de pertes, réclamations, dommages ou actions judiciaires, non couvertes par une assurance et pour lesquelles le Contracteur n'est pas tenu de souscrire une assurance. Les sommes recouvrées auprès des assurances au titre des polices et garanties sont comptabilisées conformément à l'Article 16, 2), d) ci-après.

7) Les dépenses d'ordre juridique sont imputés aux Coûts Pétroliers, les dépenses relatives aux frais de procédure, d'enquête d'utilité publique et de règlement des litiges et réclamations (demandes de remboursement ou compensation), qui surviennent à l'occasion des Travaux Pétroliers ou qui sont nécessaires pour protéger ou recouvrer les biens, y compris, notamment, les honoraires d'avocats ou d'experts, les frais juridiques, les frais d'enquête ou d'obtention de la preuve, ainsi que les sommes versées à titre de règlement transactionnel ou de liquidation finale de tout litige ou réclamation.

Lorsque de tels services sont effectués par le personnel du Contracteur ou par des Sociétés Affiliées, une rémunération, correspondant au temps et aux coûts réellement supportés, est incluse dans les Coûts Pétroliers. Le prix ainsi imputé pour les services rendus par les Sociétés Affiliées ne devra pas être supérieur à celui qui aurait été payé à des tiers pour des services identiques ou analogues, en termes de qualité et de disponibilité.

8) Les intérêts, agios et charges financières.

Les intérêts, agios, commissions, courtages et autres charges financières, encourues par le Contracteur, y compris auprès des sociétés affiliées au titre des dettes, emprunts et autres moyens de financement liés aux Travaux Pétroliers sont imputés aux Coûts Pétroliers.

Ces règles d'imputation sont applicables aux intérêts, agios et charges financières encourus sur la Zone de Permis conformément aux dispositions de l'article 46 du Code des Hydrocarbures.

9) Les pertes de change sont imputées aux Coûts Pétroliers, les pertes de change réalisées liées aux emprunts et dettes du Contracteur.

Cependant, le Contracteur ne saurait être garanti contre les risques de change ou manques à gagner liés à l'origine des capitaux propres investis et à l'autofinancement, et les pertes éventuellement subies de ce fait ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme des Coûts Pétroliers ; elles ne peuvent, par conséquent, être inscrites au compte des Coûts Pétroliers, ni donner droit à récupération. Il en est de même des primes et frais d'assurances que le Contracteur viendrait à contracter pour couvrir de tels risques.

Les pertes de change réalisées et liées aux créances se rapportant aux Travaux Pétroliers et traitées directement en monnaie autre que le dollar américain sont également imputables aux Coûts Pétroliers.

10) Coûts des Travaux d'Abandon.

Les coûts de Travaux d'Abandon seront récupérables selon les dispositions du Contrat et seront établis et remboursés conformément aux articles 5, 7, 6 et 11 du Contrat.

ARTICLE 14 : AUTRES DÉPENSES

1) Les frais exposés à l'occasion des contrôles et vérifications opérés par le CONGO, conformément aux dispositions du Contrat, sont inclus dans les Coûts Pétroliers.

2) Les dépenses raisonnablement engagées par le Contracteur à l'occasion de la tenue des Comités de Gestion pour l'organisation des Comités de Gestion et pour permettre au CONGO d'y participer.

3) Les dépenses survenues lors des négociations pour l'obtention d'un Contrat de Partage de Production.

4) Les charges de fonctionnement non opérationnelles.

Il convient d'entendre par charges de fonctionnement non opérationnelles, les charges encourues par le Contracteur au titre de la direction et de la gestion administrative et financière des activités dont il a la charge et correspondant :

a) d'une part, aux frais de fonctionnement de la direction et des services administratifs et financiers du Contracteur au CONGO, que ces fonctions soient exercées directement par le Contracteur ou par des Sociétés Affiliées. Une quote-part de ces frais est imputable aux Coûts Pétroliers à leur prix de revient suivant les méthodes en vigueur du Contracteur.

b) d'autre part, à l'Assistance Générale destinée à couvrir la part équitable des frais de direction générale et administrative du groupe de l'Opérateur. Cette Assistance Générale est imputable conformément à l'Article 13.3 ci-dessus. Cette assistance est imputable aux Coûts PETROLIERS par application des taux suivants :

Pour des dépenses d'exploration et d'exploitation, une charge de frais généraux sera calculée comme suit :

a- pour les dépenses d'exploration, ces frais représenteront 2 %.

b- pour les dépenses d'exploitation, la charge applicable sera de 1,5 % des frais de développement et de production.



Les Taux ci-dessus seront actualisés trimestriellement par application de l'indice d'inflation du Produit Intérieur Brut des Etats Unis d'Amérique, tel que publié par l'OCDE, dans sa revue mensuelle sous les références : « National Income and Product – Etats-Unis – Implicit price level ». La valeur de l'indice était de 100 en 1996, et 111.9 au premier trimestre 2003.

5) Les autres dépenses, y compris les dépenses payées ou encourues à raison du transport des Hydrocarbures jusqu'au(x) point(s) d'enlèvement sont incluses dans les Coûts Pétroliers. Il s'agit de toutes les dépenses effectuées ou pertes subies liées à l'exécution des Travaux Pétroliers conformément aux usages de l'Industrie Pétrolière et dont l'imputation aux Coûts Pétroliers n'est pas exclue par les stipulations du contrat ou de la présente Annexe.

6) Le Contracteur peut imputer aux Coûts Pétroliers toutes les autres dépenses qui n'ont pas été prises en compte dans les stipulations des Articles 12 et 13 ci-dessus, dans la mesure où ces dépenses sont engagées par le Contracteur pour l'exécution des Travaux Pétroliers conformément aux usages de l'Industrie Pétrolière. Ces dépenses comprennent notamment les dépenses afférentes à toute urgence concernant la sécurité des personnes et des biens dans le cadre des Travaux Pétroliers.

ARTICLE 15 : COÛTS NON RÉCUPERABLES

Les paiements effectués en règlements de frais, charges ou dépenses exclues par les stipulations du Contrat ou de la présente Annexe ne sont pas pris en compte et ne peuvent donc donner lieu à récupération.

Ces frais, charges et dépenses comprennent notamment :

- 1) les coûts et dépenses non liés aux Travaux Pétroliers ;
- 2) la redevance due au CONGO conformément à l'Article 12.1 du Contrat, à l'exception de la Redevance minière proportionnelle calculée sur les Hydrocarbures Liquides consommés par le Contracteur au cours des Travaux Pétroliers ;
- 3) l'Impôt sur les Sociétés ;
- 4) les bonus versés au CONGO relatifs à la Zone de Permis Marine IV ;
- 5) les intérêts, agios et frais se rapportant aux emprunts non destinés à financer les Travaux Pétroliers ;
- 6) les intérêts relatifs aux prêts consentis par les Sociétés Affiliées du Contracteur dans la mesure où ces intérêts excèdent la limite prévue aux deux premiers alinéas de l'Article 13.8) ci-dessus ;
- 7) les pertes de change qui constituent des manques à gagner résultant de risques liés à l'origine des capitaux propres et de l'autofinancement du Contracteur.

ARTICLE 16 : CRÉDIT DES COMPTES DES COÛTS PÉTROLIERS

Pour chaque entité du Contracteur, doivent venir au crédit du compte des Coûts Pétroliers, notamment :

- 1) La valeur des quantités d'Hydrocarbures revenant au Contracteur en application des stipulations de l'Article 7.2 du Contrat, selon l'évaluation de l'Article 9 du Contrat.



2) Tous autres recettes, revenus, produits et profits liés aux Travaux Pétroliers, notamment ceux provenant :

a) de la vente de substances connexes ;

b) du transport et du stockage de produits appartenant aux tiers dans les installations réalisées dans le cadre des Travaux Pétroliers ;

c) de bénéfices de change réalisés sur les créances et les dettes du Contracteur dans les mêmes conditions que les imputations de même nature au titre de l'Article 15 ci-dessus ;

d) des remboursements effectués par les assureurs, au titre des avaries, pertes ou sinistres imputés aux Coûts Pétroliers;

e) de règlements transactionnels ou de liquidations, dans la mesure où les dépenses y afférentes ont été imputées aux Coûts Pétroliers ;

f) de cessions ou de location de biens acquis ou réalisés dans le cadre des Travaux Pétroliers ;

g) de la fourniture de prestations de services, dans la mesure où les dépenses y afférentes ont été imputées aux Coûts Pétroliers ;

h) de rabais, remises et ristournes obtenus, s'ils n'ont pas été imputés en déduction du prix de revient des biens auxquels ils se rapportent.

ARTICLE 17: DISPOSITION ET UTILISATION DES BIENS

1) Les matériels, équipements, installations et consommables qui sont inutilisés ou inutilisables, sont retirés des Travaux Pétroliers pour être, soit déclassés ou considérés comme "ferrailles et rebuts", soit rachetés par le Contracteur pour ses besoins propres, soit vendus à des tiers ou à ses Sociétés Affiliées.

2) En cas de cession de matériels aux entités constituant le Contracteur ou à leurs Sociétés Affiliées, les prix sont déterminés conformément aux dispositions de l'Article 12.2). b) de la présente Annexe, ou, s'ils sont supérieurs à ceux résultant de l'application dudit Article, convenus entre les PARTIES. Lorsque l'utilisation de bien concerné dans les Travaux Pétroliers a été temporaire et ne justifie pas les réductions de prix fixées à l'Article susvisé, ledit bien est évalué de façon que les Coûts Pétroliers soient débités d'une charge nette correspondant à la valeur du service rendu.

3) Les ventes à des tiers de matériels, équipements, installations et consommables sont effectuées par le Contracteur au prix du marché. Tous remboursements ou compensations accordés à un acheteur pour un matériel défectueux sont débités au compte des Coûts Pétroliers dans la mesure et au moment où ils sont effectivement payés par le Contracteur.

4) S'agissant de biens qui appartiennent au CONGO en vertu des stipulations de l'Article 14 du Contrat, le Contracteur communiquera au Comité de Gestion la liste des biens cédés conformément au paragraphe ci-dessus.

5) Lorsque les Coûts Pétroliers restant à récupérer ne représentent plus que des dépenses d'exploitation, le produit de ces ventes doit être versé au CONGO ; le versement doit intervenir dans les trente (30) jours suivant la date de l'encaissement du prix par le Contracteur.



6) Lorsqu'un bien est utilisé au bénéfice d'un tiers ou du Contracteur pour des opérations non couvertes par le Contrat, les redevance correspondantes sont calculées à des taux qui, sauf accord du CONGO, ne peuvent être calculés sur une base inférieure aux prix de revient.

CHAPITRE IV – INVENTAIRE

ARTICLE 18 : INVENTAIRE

Le Contracteur tiendra un inventaire permanent, en quantités et en valeurs de tous les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés dans le cadre des Travaux Pétroliers.

Lorsque des stocks de matériels et matières consommables ont été constitués dans le cadre des Travaux Pétroliers, le Contracteur procédera, à intervalles raisonnables, mais au moins une fois par an, aux inventaires physiques, suivant ses méthodes en vigueur d'inventaires tournants.

Si le CONGO souhaite participer à une de ces opérations d'inventaires tournants, il en informe l'Opérateur et la date en est fixée d'un commun accord.

Le rapprochement de l'inventaire physique et de l'inventaire comptable, tel qu'il résulte des comptes, sera fait par le Contracteur. Un état détaillant les différences, en plus ou en moins, sera fourni au CONGO.

Le Contracteur apportera les ajustements nécessaires aux comptes dès la fin des opérations d'inventaires

CHAPITRE V – PROGRAMMES DE TRAVAUX ET BUDGETS ANNUELS

ARTICLE 19 : RÈGLES GÉNÉRALES

Le Contracteur soumet au Comité de Gestion les Programmes de Travaux et Budgets conformément à l'Article 5 du Contrat. Ces Programmes de Travaux et Budgets correspondants, qui seront, au besoin, expliqués et commentés par le Contracteur, comporteront, notamment :

- 1) un état estimatif détaillé des coûts, par nature,
- 2) un état valorisé des investissements, par grandes catégories,
- 3) une estimation des variations des stocks des matériels et matières consommables,
- 4) un état prévisionnel des productions et coûts de production, par Zone de Permis et par champ.

Concernant la prévision de production de l'Année Civile suivante, cet état présentera un plan de production détaillant, par champ et par mois, les quantités d'Hydrocarbures Liquides, dont la production est prévue. En tant que de besoin, le Contracteur fera parvenir des états rectificatifs.

ARTICLE 20 : PRÉSENTATION

Les Programmes de Travaux et Budgets sont découpés en lignes budgétaires. Les lignes budgétaires sont ventilées, d'une part, par Zone de Permis et par champ, et d'autre part, par nature d'opérations : exploration, appréciation, développement, exploitation, transport, stockage, gros entretien, autres.

ARTICLE 21 : SUIVI ET CONTRÔLE

Les Programmes de Travaux et Budgets indiqueront, en outre, les réalisations et les prévisions de clôture de l'Année Civile en cours, et comporteront des explications sur les écarts significatifs entre prévisions et réalisations, par ligne budgétaire. Sont considérés comme significatifs les écarts de plus de dix pour cent ou d'un montant égal ou supérieur à un million de Dollars américains (US\$ 1.000.000).

Dans les quarante-cinq premiers jours de l'Année, le Contracteur fait parvenir au CONGO la liste des comptes analytiques constituant chaque ligne budgétaire, avec mise à jour chaque Trimestre, si nécessaire, de manière à permettre la reconstitution des réalisations se rapportant aux lignes budgétaires des Programmes de Travaux et Budgets annuels approuvés.

CHAPITRE VI – VÉRIFICATION DES COMPTES

ARTICLE 22 : DROIT D'AUDIT GÉNÉRAL

Le CONGO peut dans les conditions prévues à l'Article 5.6 du contrat, vérifier la comptabilité des Coûts Pétroliers, soit par ses propres agents, soit par l'intermédiaire d'un cabinet international indépendant.

A cet effet, le CONGO et le Contracteur s'informent mutuellement des périodes qui leur conviennent pour procéder à ces vérifications, et les dates auxquelles celles-ci auront lieu sont arrêtées, autant que possible, d'un commun accord, dans la limite des délais de prescription prévus à l'Article 5.6 du Contrat.

Les sections de la compatibilité analytique du Contracteur qui enregistrent des dépenses relatives à la fois aux Travaux Pétroliers et à d'autres activités ne relevant pas du Contrat, peuvent faire l'objet, au choix du CONGO, soit d'une vérification directe par ses propres agents, soit d'une vérification par l'intermédiaire du cabinet dont il utilise les services ou par l'intermédiaire des commissaires aux comptes du Contracteur requis à cet effet, afin qu'ils puissent certifier que les dispositions du Contrat et de la présente Annexe sont bien appliquées et que les procédures comptables et financières du Contracteur sont correctement suivies et appliquées sans discrimination et de manière équitable aux diverses opérations concernées.

Les frais d'assistance facturés par les Sociétés Affiliées aux entités constituant le Contracteur, feront l'objet de la fourniture à la demande du CONGO d'un certificat du cabinet international chargé de certifier les comptes des sociétés concernées. Ce cabinet devra certifier que les frais imputés aux opérations pétrolières ont été déterminés de manière équitable et non discriminatoire. Les prestations d'assistance fournies par les Sociétés Affiliées des entités constituant le Contracteur doivent être certifiées, par ledit cabinet, comme ayant été facturées sans élément de profit pour lesdites Sociétés Affiliées. Les frais des commissaires aux comptes seront payés par le Contracteur en tant que frais récupérables.

Les Coûts Pétroliers enregistrés au cours de toute Année Civile seront considérés comme exacts et sincères, selon les dispositions de l'Article 5.6 du Contrat. Le CONGO peut procéder à une nouvelle vérification des seules écritures concernées par toute réserve écrite ainsi exprimée par le CONGO et pour laquelle un désaccord subsiste.

Ces comptes demeureront ouverts jusqu'à l'achèvement de la nouvelle vérification et jusqu'à ce que le désaccord soit réglé conformément à l'article 5.6 du Contrat.



CHAPITRE VII – ÉTATS DES RÉALISATIONS – SITUATIONS – COMPTES-RENDUS

ARTICLE 23 : ÉTATS OBLIGATOIRES

Outre les états et informations prévus par ailleurs, le Contracteur fera parvenir au CONGO, dans les conditions, formes et délais indiqués ci-après, le détail des opérations et travaux réalisés, tels qu'ils sont enregistrés dans les comptes, documents, rapports et états tenus ou établis par lui et relatifs aux Travaux Pétroliers.

ARTICLE 24 : ÉTAT DES TRAVAUX D'EXPLORATION

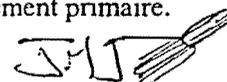
Dans les soixante jours suivant la fin de chacun des trois premiers Trimestres de l'Année Civile et dans les quatre-vingt dix jours suivant la fin du quatrième Trimestre, le Contracteur fait parvenir au CONGO un état des réalisations indiquant notamment, pour le Trimestre civil précédent, le détail et la nature des Travaux d'Exploration effectués sur la Zone contractuelle et les dépenses s'y rapportant, en distinguant par Zone de Permis, notamment, les travaux relatifs :

- 1) à la géologie, en distinguant entre géologie de terrain et géologie de bureau et de laboratoire ;
- 2) à la géophysique, par catégorie de travail (sismique, magnétomotrice, gravimétrie, interprétation, etc.) et par équipe ;
- 3) aux forages d'exploration, par puits ;
- 4) aux forages d'appréciation, par puits ;
- 5) aux voies d'accès, aux puits d'eau, et aux autres travaux relatifs à l'emplacement du forage;
- 6) aux autres travaux d'exploration.

ARTICLE 25 : ÉTAT DES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION

Dans les soixante jours suivant la fin de chacun des trois premiers Trimestres de l'Année Civile et dans les quatre-vingt dix jours suivant la fin du quatrième Trimestre, le Contracteur fait parvenir au CONGO un état des réalisations indiquant notamment, pour le Trimestre civil précédent, le détail et la nature des Travaux de Développement et d'Exploitation effectués sur la Zone contractuelle et les dépenses s'y rapportant, en distinguant par Zone de Permis, notamment, les travaux relatifs :

- 1) aux forages de développement, par champ et par campagne de forage ;
- 2) aux installations spécifiques de production ;
- 3) aux forages de production, par champ et par campagne de forage ;
- 4) aux installations et moyens de transport des Hydrocarbures Liquides par champ ;
- 5) aux installations de stockage des Hydrocarbures Liquides par champ, après traitement primaire.



ARTICLE 26 : ÉTAT DES VARIATIONS DES COMPTES D'IMMOBILISATIONS ET DES STOCKS DE MATÉRIEL ET DE MATIÈRES CONSOMMABLES

Dans les soixante jours suivant la fin de chacun des trois premiers Trimestres de l'Année Civile et dans les quatre-vingt dix jours suivant la fin du quatrième Trimestre, le Contracteur fait parvenir au CONGO un état des réalisations indiquant notamment, pour le Trimestre civil précédent, les acquisitions et créations d'immobilisations, de matériels et de matières consommables nécessaires aux Travaux Pétroliers, par champ et par grandes catégories, ainsi que les sorties (cessions, pertes, destructions, mises hors service) de ces biens.

ARTICLE 27 : ÉTAT DE PRODUCTION DU MOIS

Cet état doit être envoyé au CONGO conformément à l'Article 17 du Contrat au plus tard le 28ème jour de chaque mois.

Il indiquera, par Zone de Permis et par champ, les quantités d'Hydrocarbures Liquides produites effectivement au cours du mois précédent et la part de cette production revenant à chacune des Parties, calculée sur des bases provisoires en application des dispositions du Contrat.

ARTICLE 28 : ÉTAT DE LA REDEVANCE

Cet état doit parvenir au CONGO dans les soixante jours suivant la fin de chacun des trois premiers Trimestres de l'Année Civile et dans les quatre-vingt dix jours suivant la fin du quatrième Trimestre.

Il indiquera les quantités d'Hydrocarbures Liquides enlevées au titre de la Redevance minière proportionnelle, les quantités d'Hydrocarbures Liquides consommées par le Contracteur dans les Travaux Pétroliers au cours du Trimestre civil, ainsi que les sommes payées par le Contracteur au titre de la Redevance sur ces dernières quantités.

ARTICLE 29 : ÉTAT DES QUANTITÉS D'HYDROCARBURES LIQUIDES TRANSPORTÉES AU COURS DU MOIS

Cet état doit parvenir au CONGO au plus tard le 28ème jour de chaque mois.

Il indiquera, par champ, les quantités d'Hydrocarbures Liquides transportées au cours du mois précédent, entre le champ et le point d'exploitation ou de livraison, ainsi que l'identification des canalisations utilisées et le prix du transport payé lorsque celui-ci est effectué par des tiers. L'état indiquera, en outre, la répartition provisoire résultant de l'Article 27 ci-dessus entre les Parties des produits ainsi transportés.

ARTICLE 30 : ÉTAT DES ENLÈVEMENTS DU MOIS

Cet état doit parvenir au CONGO au plus tard le 28ème jour de chaque mois.

Il indiquera, par champ, les quantités d'Hydrocarbures Liquides effectivement enlevées pour exportation ou livraison par chaque Partie ou remises à elle, au cours du mois précédent, en application des stipulations du Contrat.

En outre, chaque entité constituant le Contracteur, fera parvenir au CONGO, dans le même délai et pour son propre compte, un état des quantités d'Hydrocarbures Liquides qu'elle a enlevées pour exportation ou

livraison, en donnant toutes indications concernant chaque opération d'enlèvement ou de livraison (acheteur, navire, prix, destination finale, etc.).

En annexe à cet état, seront jointes toutes autres informations relatives aux ventes commerciales de chaque entité composant le Contracteur, notamment les factures et les connaissements.

ARTICLE 31 : ÉTAT DE RÉCUPÉRATION DES COÛTS PÉTROLIERS

Dans les soixante jours suivant la fin de chacun des trois premiers Trimestres de l'Année Civile et dans les quatre-vingt dix jours suivant la fin du quatrième Trimestre, le Contracteur fait parvenir au CONGO un état des réalisations présentant, pour le Trimestre concerné, le détail du compte des Coûts Pétroliers permettant, notamment, de faire ressortir pour chaque entité composant le Contracteur .

- 1) les Coûts Pétroliers restant à récupérer à la fin du Trimestre précédant le Trimestre concerné ;
- 2) les Coûts Pétroliers afférents aux activités du Trimestre concerné ;
- 3) les Coûts Pétroliers récupérés au cours du Trimestre avec indication, en quantités et en valeur, de la production affectée à cet effet ;
- 4) les sommes venues en diminution des Coûts Pétroliers au cours du Trimestre concerné ;
- 5) les Coûts Pétroliers restant à récupérer à la fin du Trimestre concerné ;
- 6) le relevé des taux de change tel que mentionné à l'Article 2 de la présente procédure.

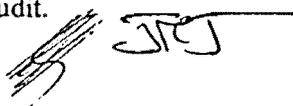
ARTICLE 32 : INVENTAIRE DES STOCKS D'HYDROCARBURES LIQUIDES

Cet état doit parvenir au CONGO au plus tard le 28ème jour de chaque mois.

Il indiquera, pour le mois précédent et par lieu de stockage :

- 1) les stocks du début du mois ;
- 2) les entrées en stock au cours du mois ;
- 3) les sorties de stock au cours du mois ;
- 4) les stocks théoriques à la fin du mois ;
- 5) les stocks mesurés à la fin du mois ;
- 6) l'explication des écarts éventuels.

Le CONGO peut toutefois envisager un contrôle conjoint avec l'Opérateur. Les dépenses y afférentes seront des coûts Pétroliers hors frais d'audit.



ARTICLE 33 : ÉTAT DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES ACQUIS, CRÉÉS, LOUÉS OU FABRIQUÉS

Le Contracteur tiendra en permanence dans la Comptabilité un état détaillé de tous les biens meubles et immeubles acquis, créés, loués ou fabriqués pour les besoins des Travaux Pétroliers, en distinguant ceux qui sont propriété du CONGO en vertu des stipulations de l'Article 14 du Contrat et les autres.

Cet état comporte la description et l'identification de chaque bien, les dépenses s'y rapportant, le prix de revient et la date d'acquisition, de création ou de fabrication, et, le cas échéant, la date de fin d'affectation aux Travaux Pétroliers et le sort qui lui est réservé dans ce dernier cas.

L'état susvisé est transmis au CONGO au plus tard le 90ème jour de chaque Année Civile pour l'Année Civile précédente.

CHAPITRE VIII – DÉCLARATIONS ET QUITUS FISCAUX

ARTICLE 34 : DÉCLARATIONS FISCALES

Chaque entité composant le Contracteur transmet au CONGO un exemplaire de toutes les déclarations qu'elle est tenue de souscrire auprès des administrations fiscales CONGOLaises chargées de l'assiette des impôts, notamment celles relatives à l'impôt sur les sociétés, accompagnées de toutes les annexes, documents et justifications qui y sont joints.

Chaque entité constituant le Contracteur sera assujettie individuellement à l'impôt sur les sociétés conformément à l'Article 52 du Code des Hydrocarbures. Elle se conformera aux exigences des lois et règlements en vigueur, notamment le Code Général des Impôts, en ce qui concerne le classement des recettes, la détermination de l'assiette fiscale, la tenue et publication des livres et registres ainsi que la mise à la disposition de ces livres et registres à l'administration fiscale congolaise pour d'éventuels contrôles.

Chaque entité constituant le Contracteur préparera et déposera une déclaration de revenus couvrant son Impôt sur les Sociétés et la soumettra au CONGO avec toute la documentation requise à titre de pièces justificatives de ses obligations en matière d'impôt sur les sociétés.

Afin de permettre aux entités composant le Contracteur de remplir leurs obligations de déclaration fiscale conformément à l'Article 52 du Code des Hydrocarbures, le CONGO déterminera après consultation du Contracteur, la forme de ladite déclaration adaptée au Contrat de Partage de Production.

Il est entendu que la « tax oil » est comprise dans la part totale du Profit Oil revenant au CONGO, tel que défini dans l'Article 1.37 du Contrat.

L'assiette taxable de chaque entité composant le Contracteur est égale à la somme de ses ventes effectuées au titre du Cost Oil et du Profit Oil de l'année, après déduction des dépenses effectivement récupérées au titre Cost Oil par chaque entité pendant l'année.

Cette « tax oil » est affectée au paiement de l'impôt sur les sociétés dû par les entités composant le Contracteur au taux de 35 %. A cet effet, le CONGO fera son affaire du reversement du produit des ventes de la Tax Oil (qui est le montant de l'impôt exigible et déclaré dans les déclarations fiscales établies par les entités constituant le Contracteur), à l'Administration fiscale Congolaise, pour le compte des entités constituant le Contracteur.

Le CONGO paiera et acquittera, au nom et pour le compte de chaque entité, l'impôt sur les sociétés de l'entité, conformément à la législation en vigueur.

À réception de ces déclarations de revenus ainsi que des pièces justificatives, le CONGO fournira gratuitement à chaque entité constituant le Contracteur les quittances officielles accusant réception du paiement de l'impôts sur les sociétés émises au nom de chaque entité constituant le Contracteur par les autorités fiscales compétentes du CONGO. Les quitus fiscaux seront émis dans un délai de 180 jours suivant la fin de l'année civile précédente.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to be 'S.H.O.' followed by a horizontal line extending to the right.

ANNEXE 2
REGIME DOUANIER D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION
APPLICABLE AU CONTRACTEUR ET A SES SOUS
TRAITANTS

I- REGIME DOUANIER A L'IMPORTATION

Conforpément a l'Article 12.3 du Contrat, pendant la durée du Contrat, le Contracteur bénéficie des avantages douaniers ci-après :

a) Admission Temporaire (normale ou spéciale)

Dans les conditions prévues par le Code des Douanes, importation sous le régime de l'Admission Temporaire (normale ou spéciale) selon le cas, par le Contracteur lui même, par des tiers pour son compte et par ses sous traitants, de tous matériels, matériaux, produits machines, équipements et outillages, nécessaires aux travaux pétroliers en vertu des Articles 2 et 3 du Contrat, et à condition que ces biens soient nécessaires et exclusivement destinés, et effectivement affectés aux opérations pétrolières, et qu'ils soient appelés à être réexportés à la fin de leur utilisation. Si tels biens sont perdus ou mis en rebut, l'Opérateur fournit une déclaration sous serment à cet effet, et aucun droit ni taxe ne sera perçu.

b) Admission en Franchise

En conformité avec le Code des Douanes, Admission en Franchise de tous droits et taxes d'entrée, des matériels, matériaux, produits machines, équipements et outillages, figurant sur la Liste UDEAC 13-65, ci-après : et nécessaires aux opérations pétrolières en vertu des Articles 2 et 3 du Contrat et sous réserve des dispositions de l'Article 4, et à condition que le Contracteur s'engage sur la destination finale des biens concernés qui doivent être exclusivement destinés, et effectivement affectés aux opérations d'exploration. Cette franchise s'applique aux importations effectuées par le Contracteur lui-même, des tiers pour son compte et ses sous traitants. Sous réserve de produire un certificat de destination finale.

LISTE DES BIENS IMPORTES EN FRANCHISE DANS LE CADRE DU CONTRAT

1000 - MATERIEL DE FORAGE ET D'ESSAIS DE PUIITS

- a) . Appareils de forage à grande profondeur, leurs accessoires et pièces détachées.
- b). Sondeuses fixes et sondeuse mobiles (type Banka, Benoto, Foraki, Conrad, Sullivan, Craelius et tous types analogues) et leurs pièces détachées ainsi que les pontons et caissons supportant ces appareils.
- .c). Sondeuses mobiles à air comprimé ou mixte.
- .d). Barges de forage.

SUBSTRUCTURE

- a- Substructure : derricks, mats de forage, éléments de substructure.
- b- Moufles, réas, table de rotation, carré d'entraînement, tiges d'entraînement et leurs pièces détachées.
- c- Têtes d'injection, leur presse-étoupe, flexible et raccords.
- d- Colonne montante métallique et manifolds de colonne montante.
- e- Têtes d'injection motorisées et leurs pièces de rechange.

EQUIPEMENT DE PLANCHER

- a- Clés de serrage de tous types pour tiges de forage et tube de sondage et leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- b- Elévateurs de tous types pour tiges de forage et tube de sondage, leurs groupes de commande éventuels, leurs accessoires et pièces détachées.
- c- Treuils de plancher, têtes de levage pour masse tiges, plaques de blocage des outils de forage.
- d- Essuie-tiges, essuie-tubing, mud savers.

EQUIPEMENT POUR LA BOUE DE FORAGE

- a- Pompes à boue et leurs pièces de rechange.
 - b- Amortisseurs de pulsation, crépines, conduites, vannes, manifold, raccords, et flexibles pour installation à boues.
 - c- Bassins et bacs pour la boue, leurs accessoires et pièces détachées.
 - d- Tamis vibrant.
 - e- Centrifugeuses, mud cleaners, cutting dryers et leurs accessoires et pièces de rechange.
 - f- Dégazeurs.
 - g- Hydrocyclones. 
- 

TREUILS DE FORAGE

- a- Treuils de forage, treuils de curage, leur transmission, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- b- Câbles de forage, de curage et de mesures.
- c- Moteurs diesel spéciaux de plus de 100CV pour appareils de forage, leurs convertisseurs de couple et leurs pièces détachées.
- d- Moteurs électro-diesel et armoires de contrôle, pour treuils de forage, leurs accessoires et pièces détachées.

EQUIPEMENT ANTI-ERUPTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

- a- Obturateurs de tous types, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- b- Commandes d'obturateur, leurs vannes, manifold, raccords et flexibles et leurs pièces détachées.
- c- Buses réglables de contrôle d'éruption, leurs manifold et leurs flexibles.
- d- Vannes de sécurité, leurs armoires de contrôle, leurs accessoires et pièces détachées.
- e- Matériels spéciaux de lutte contre l'incendie pour forages pétroliers, extincteurs d'une capacité supérieure à 50 litres, dispositifs automatiques d'aspersion d'eau, détecteurs de gaz naturel, explosimètres, leurs pièces détachées.
- f- Appareils respiratoires, masques à gaz, masques anti-fumée, combinaisons protectrices (anti-feu, anti-hydrocarbures).

EQUIPEMENT DE FOND, DE TUBAGE ET DE CIMENTATION

- a- Outils de forage de tous types, et leurs buses.
- b- Métaux d'apport spéciaux destinés au rechargement des outils de forage.
- c- Elargisseurs, carottiers de tous types et leurs pièces détachées.
- d- Turbines de forage, leurs stabilisateurs et pièces détachées.
- e- Tiges carrées, masses tiges, tiges de forage, coulisses de battage, stabilisateurs, centreurs, gratteurs, protecteurs.
- f- Presses hydrauliques ou mécaniques spéciales pour redressement des tiges de forage.
- g- Bouchons, sabots et manchons de cimentation, leurs manifold.
- h- Equipement de repêchage, overshot, tarauds, aimants, catcher sub, tubes et fraises de surforage, fraises à ferraille, coupe tubes, coulisses.
- i- Equipement pour la réalisation et le contrôle des puits déviés horizontaux (sifflets, raccords, tiges magnétiques, transmetteurs de mesures de fond,...).
- j- Equipements pyrotechniques pour coupe des têtes de puits.

EQUIPEMENT DE MESURE

- a- Indicateurs de poids, de débit, de niveau, manomètres, enregistreurs multiplexes, instruments de contrôle pour l'installation de forage.

- b- Instruments de mesure d'inclinaison des puits de forage, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- c- Cabines laboratoires pour surveillance géologique des sondages, leurs équipements de mesure, d'enregistrement, de traitement des données, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- d- Camions et cabines laboratoires pour mesures dans les puits de forage, leurs équipements de mesure, d'enregistrement, de traitement des données, leurs accessoires et pièces détachées.
- e- Cabines laboratoires pour surveillance des boues de forage, leurs équipements de mesure, d'enregistrement, accessoires et pièces détachées.
- f- Instruments de forage dirigé (MWD, moteurs de fond, etc...), leurs accessoires et pièces détachées.
- g- Ordinateurs, périphériques et logiciels de calculs scientifiques et techniques.
- h- Matériel radioactif nécessaire aux outils de mesures dans les puits, conteneurs spéciaux pour matériel radioactif, équipements de sécurité, accessoires et pièces détachées.

EQUIPEMENT DES TÊTES DE PUITES

- a- Têtes de puits et leurs équipements, adaptateurs, brides, spacers, spools, vannes manuelles ou télécommandées, leurs outils de pose, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- b- Têtes de puits sous-marines, leurs outils de pose, leurs accessoires et pièces détachées, leur équipement de télévision sous-marine.
- c- Têtes d'éruption (arbres de Noël).
- d- Tubes de sondages, cuvelage et tubages, leurs réductions, connecteurs et accessoires, tubes-guide.
- e- Marteaux spéciaux pour battage des tubes-guides.
- f- Équipements spéciaux d'intervention sur les puits sous pression.
- g- Joints thermométriques, manomètres, etc... leurs accessoires et pièces détachées.
- h- Porte-duses fixes et/ou réglables et autres dispositifs de forage.

EQUIPEMENT DE SURFACE

- a- Magasins et abris monoblocs.
- b- Silos pour stockage des produits pulvérulents destinés aux sondages pétroliers, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- c- Équipements de télétransmission pour les communications avec les sondes pétrolières, radiobalises, radioguidages, équipements de communication pour le transfert des données de forage et les liaisons de sécurité avec la base, leurs matériels annexes, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- d- Installations électriques et électroniques de sonde pour la recherche pétrolière et leurs pièces détachées.
- e- Unité de production et de stockage d'azote, unité "coiled tubing", crépines et autres accessoires pour gravillonnage, pompes immergées de tout type.
- f- Mobil hommes à usage de bureaux, de logements, de blocs sanitaires, hygiénique ou de restauration collective.
- g- Unité de traitement d'épuration des eaux, leurs accessoires et pièces détachées.
- h- Groupes électrogènes, motopompes, pour l'alimentation des camps.

- i- Citernes pour le transport et le stockage d'eau ou de carburant.

EQUIPEMENTS D'ESSAIS DE PUIITS

- a- Equipements pyrotechniques de perforation de cuvelages, containers spéciaux pour explosifs, accessoires et pièces détachées.
- b- Matériels et accessoires pour travail au câble dans les puits, treuils et moteurs wire-line, câbles, outils de pose, de repêchage, outils de moteurs wire-line, câbles, outils de manipulation de matériel équipant les puits en essais de production, matériels de pistonnage.
- c- Matériels de sécurité et d'équipement de puits en essai de production, packers, coulisses, mandrins de circulation, sièges de wire-line, capteurs de fond et surface, séparateurs, testeurs, brûleurs et poutres de brûlage, manifolds et conduite de surface, leurs accessoires et pièces détachées.
- d- Matériels d'épreuve pour éléments désignés ci-dessus.
- e- Matériels d'échantillonnage de fluides dans les puits et en surface ; matériel de transfert d'échantillons fluides en surface, matériels étanches de transport des échantillons fluides.

EQUIPEMENT POUR LE TRANSPORT ET L'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS DE FORAGE ET LEUR DÉMÉNAGEMENT

- a- Véhicules de plus de 150 CV type K.W., leurs remorques, accessoires et leurs pièces détachées.
- b- Grues autopulsées de capacité de levage supérieure ou égale à 10 tonnes, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- c- Bacs pour le stockage et le transport du matériel de forage.
- d- Chariot élévateur de plus de 3t, leurs accessoires et leurs pièces détachées.
- e- Hélicoptères nécessaires au transport et au montage d'appareils de forage, leurs accessoires et leurs pièces détachées.

MATERIEL DE COMMUNICATION ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

- a- Equipement de radio portatif ou non et de transmission de données de tout type (HF, VHF, satellite, micro-ondes, ou autres), leurs accessoires (BPX, antenne de tout type, répéteur, batteries, capteurs solaires, fac-similés, etc...), leurs accessoires et leurs pièces détachées (câbles, connecteurs etc...).
- b- Ordinateurs type PC et leurs accessoires (imprimantes, entraîneurs de disques, équipement de climatisation utilisé pour l'informatique
- c- Equipements audio-visuels, équipements de Fax

1002 – MATERIEL SPECIFIQUE POUR BATEAUX ET BARGES DE FORAGE

- a- Systèmes de positionnement dynamique, leurs accessoires et pièces détachées.
- b- Systèmes et matériels de mesure pour positionnement des bateaux de forage, leurs accessoires et pièces détachées.
- c- Dispositifs de compensation de houle avec leurs accessoires et pièces détachées.

- d- Tubes prolongateurs (ou riser) avec leurs accessoires et pièces détachées.
- e- Matériels de signalisation des puits isolés en mer et de barges de forage, leurs accessoires et pièces détachées.
- f- Tuyaux flexibles pour le transfert des produits des bateaux ravitailleurs, jusqu'à la barge de forage.
- g- Dispositif et matériel d'ancrage et d'amarrage (bouées, ancrs, chaînes etc...).

1003 – MATERIEL DE PLONGEE

A – EQUIPEMENT COLLECTIF

- a- Treuils de plongées, treuils à air comprimé à tension constante, cabestans, câbles porteurs et électroporteurs, leurs accessoires et pièces détachées.
- b- Centrales de transfert et de mélange de gaz.
- c- Portiques de mise à l'eau de tourelles et de bulles, tourelles et bulles de plongée, leurs accessoires et pièces détachées.
- d- Centrales et chaudières à eau chaude et équipements individuels à eau chaude, accessoires et pièces détachées.
- e- Suppresseurs et compresseurs à membrane, compresseurs haute et basse pression, leurs accessoires et pièces détachées.
- f- Appareils de contrôle de l'environnement, analyseurs d'oxygène, de gaz carbonique, capteurs de pression, accessoires et pièces détachées.
- g- Installations de surveillance sous-marine TV, enregistreurs vidéo S VHS, accessoires et pièces détachées.
- h- Centrales hydrauliques sous-marines ou de surface pour outils sous-marins, accessoires et pièces détachées.
- i- Parachutes et bouées ballastables.
- j- Bouteilles de gaz de plongée sous pression.
- k- Caissons de décompression.

B – OUTILLAGE

- a- Installations de soudure et de découpage sous-marin, accessoires et pièces détachées.
- b- Mesureurs d'épaisseurs, mesureurs de potentiel, détecteurs de métaux, détecteurs de criques, accessoires et pièces détachées.
- c- Appareils de positionnement sur le fond par balises, sondeurs, loch, pinger de repérage, accessoires et pièces détachées.

C – ENGINES SOUS-MARINS

- a- Sous-marins commandés à distance, leurs équipements, accessoires et pièces détachées.
- b- Dispositifs de manutention des engins sous-marins, accessoires et pièces détachées.
- c- Dispositifs de mesure, de contrôle et de navigation, accessoires et pièces détachées.

STG

D – CONSOMMABLE

- a- Hélium, oxygène.
- b- Produits de régénération des gaz de plongée – chaux sodée, silicel, charbon actif.
- c- Huile voltalef et graisses silicone antidéflagrantes.

2000 – MATERIEL DE PROECTION GEOLOGIQUE

A – D'USAGE GENERAUX

- a- Cuvelage et autres matériels métalliques destinés aux coffrages des puits de recherches dont la profondeur n'excède pas 100 mètres.
- b- Appareils d'exhaure destinés aux puits de recherches ci-dessus.
- c- Chevalement et treuils utilisés pour les puits dont la profondeur n'excède pas 100 mètres spécifiés ci-dessus.
- d- Appareils mobiles de radiosondage, leurs pièces détachées et leur installation électrique (groupes électrogènes transportables de moins de 5KWA).
- e- Lampes UV.
- f- Magnétomètres, gamaphones, gamma mètres, appareils de mesure et compteurs électriques ou d'ionisation.
- g- Gravimètres.
- h- Appareils de mesure électriques et électroniques spécialement conçus pour la prospection géophysique et leurs pièces détachées.
- i- Marteaux spéciaux de prospection.

B – SPECIAL A LA PROSPECTION GEOLOGIQUE PAR PROCEDURE GEOPHYSIQUE

- a- Explosifs et détonateurs destinés à la prospection sismique et directement importés par les entreprises de recherches géophysiques.
- b- Appareils de mesures sismiques, telluriques, magnétiques, électriques et leurs pièces détachées, y compris bouées télémétriques.
- c- Câbles, films, bandes, destinés aux appareillages ci-dessus.
- d- Appareils de mesure de radioactivité (compteurs GEIGER ; tubes GEIGER Muller, scintillomètres, etc...), y compris leurs enregistreurs, films, bandes et leurs pièces détachées.
- e- Sources sismiques non explosives, vibroseis, dinoseis, airgun et équivalents, leurs véhicules porteurs, accessoires et pièces détachées.
- f- Matériel de traitement de l'information géophysique, centres de traitement, accessoires et pièces détachées.
- g- Véhicules type "Buggy" (ARDCO, CAREY ou autre), destinés aux chantiers géophysiques, leurs accessoires et pièces détachées.
- h- Aéronefs et bateaux spécialement équipés pour la prospection géophysique, accessoires et pièces détachées.
- i- Ordinateurs, périphériques et logiciels de calculs scientifiques et techniques.
- j- Sondeuses de type "héliportable" pour carottage peu profond (- de 100 m), leurs accessoires et pièces détachées.
- k- Matériels de radio positionnement par satellites, leurs accessoires, pièces détachées et logiciels pour le positionnement des aéronefs, bateaux, streamers remorqués, bouées ou pour le positionnement de tout point à terre.

- 1- Matériel de communication spécialisé dans la transmission de données par voie hertzienne ou satellitaire.

3000 – MATERIEL DE RECHERCHE POUR TRAVAUX DE PROSPECTION MINIERE

- a- Compresseurs mobiles légers d'une puissance égale ou inférieure à 100 CV.
- b- Groupes moto-compresseurs légers d'une puissance égale ou inférieure à 100 CV.
- c- Pans ou batées, jigs à main, rockers à main, gravitors à main, tamis, appareils mobiles de concentration mécanique.
- d- Marteaux-piqueurs et marteaux-perforateurs d'un poids maximum de 20 kg, perforatrices et leurs pièces détachées y compris aiguilles, pelles, bèches, fleurets et taillants amovibles.
- e- Marteaux-perforateurs à moteur individuel, type PINAZZA, COBRA, BARCO, WARSHOP ou de tous autres types analogues et leurs pièces détachées propres aux marteaux tels que fleurets, taillants, aiguilles, etc...
- f- Flexibles d'alimentation des marteaux-piqueurs ou perforateurs.

4000 – MATERIEL D'ESSAI DE TRAITEMENT DES MINERAIS

- A - USINES PILOTES Y COMPRIS LES USINES FLOTTANTES ET MOBILES, D'UNE CAPACITE EGALE OU INFERIEURE A 10 TONNES PAR JOUR, PRESENTANT UN CARACTERE NETTEMENT EXPERIMENTAL, DESTINEES AUX ESSAIS DE TRAITEMENT DES MINERAIS PAR FLOTTAISON, GRAVIMETRIE, LIXIVIATION (OU PERCOLATION) ELECTROMAGNETISME, CONCENTRATION PAR VOIE CHIMIQUE, AINSI QUE LEURS PIECES DETACHEES DONT LES PONTONS, COMPORTANT TOUT OU PARTIE DES ELEMENTS SUIVANTS :
- a- Pour tous procédés, concasseur, bocard, broyeur, tapis roulant, transporteur à bande, tamis vibrant, distributeur, classificateur, éventuellement séchoir, four et épaisseur.
- b- Pour procédé par flottaison : conditionneur, cellules de flottaison, échantillonneur.
- c- Pour procédé par gravimétrie : tables à secousses, jigs spirales, hypmephey, cyclones, tables d'amalgamations log washer.
- d- Pour procédé par lixiviation (ou percolation) : cuves d'attaque, agitateurs.
- e- Pour procédé par électromagnétisme : électro-aimant, dynamo.
- f- Pour concentration par voie chimique : cuves d'attaque, colonne et résines, filtres à presse et tous autres matériels nécessaires.

5000 – MATERIEL DE LABORATOIRE

- a- Microscopes polarisants, microscopes binoculaires, pétrographiques et métallographiques, épectographes, polarographes.
- b- Appareils à quarter les échantillons.
- c- Numérateurs.
- d- Platines intégratrices.
- e- Stéréomicroscopes, loupes monoculaires, leurs accessoires et pièces détachées.
- f- Equipement photo micrographiques et accessoires.
- g- IATROSCAN et accessoires, intégrateur, générateur d'oxygène.
- h- Tamiseurs de laboratoire, tamis et accessoires.
- i- Chambre noire, fluorimètre.

STG

- j- Calcimètres.
- k- Ph-mètres.
- l- Cantines laboratoires et instruments destinés aux cases labo.
- m- Scies diamantées, banc de sciage de carottes.
- n- Machines à couper les carottes de sondage.
- o- Machines à plaques minces et accessoires, broyeurs concasseurs de laboratoire et pièces détachées.
- p- Perméamètres.
- q- Porosimètres, presse Baroïd, soxhlet, chauffe ballons et rampe d'extraction.
- r- Pompes à vide, et pompes à eau de laboratoire et leurs pièces détachées.
- s- Fluorimètres, et leurs pièces détachées, y compris les coupelles de platine pour attaque et fusion des prélèvements à analyser.
- t- Epiradiateurs électriques ou à gaz en silice fondue pour calcination des régimes échangeurs d'ions.
- u- Oscillographes et tous appareils de mesure destinés au contrôle des appareils de comptage radiométrique.
- v- Balances de précision, centrifugeuses, viscomètres et bains viscométriques, accessoires et pièces détachées.
- w- Fours électriques, étuves de laboratoire et accessoires.
- x- Hottes aspirantes de laboratoire et accessoires.
- y- Cuves à ultrasons, agitateurs.
- z- Déminéralisateur d'eau, distillateur de solvants.
- aa- Microgranulomètre.
- ab Chromatographes.
- ac Appareils pour réfrigération.

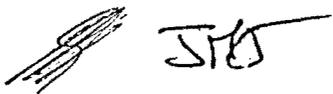
5001 – PRODUITS CHIMIQUES DE LABORATOIRES

- a- Acétone.
- b- Acide chlorhydrique.
- c- Acide fluorhydrique.
- d- Acide nitrique.
- e- Bromoforme.
- f- Ethanol.
- g- Hydrogène sulfuré.
- h- Benzène.
- i- Chloroforme.
- j- Méthanol.
- k- N. hexane.
- l- Tétrachlorure.
- m- Mercure.

6000 – PRODUITS DESTINES A LA CONSTITUTION AU TRAITEMENT DES BOUES DE FORAGE

6001 – VISCOSIFIANTS – REDUCTEURS DE FILTRAT

A – MINERAUX



- a- Bentonite.
- b- Attapulgite.
- c- Sépiolite.
- d- Amiante.

B - ORGANIQUES

- a- Amidon.
- b- Gomme de guar.
- c- CMC (carboxyméthylcellulose).
- d- HEC (hydroxéthylcellulose).
- e- Bio polymères.
- f- Polyacrylamides.
- g- Polyanioniques.
- h- Copolymères.
- i- Polysaccharides.
- j- Polyglycols et dérivés.
- k- Scléroglycans.

6002 - ALOURDISSANTS

- a- Baryte.
- b- Oxyde de fer.
- c- Carbonate de fer et de calcium.

6003 - PRODUITS CHIMIQUES

- a- Chaux (hydroxyde de calcium).
- b- Oxyde de fer.
- c- Carbonate de fer et de calcium.

6004 - AMINCISSANTS - DISPERSANTS

- a- Tanins.
- b- Lignosulfates (FCL).
- c- Lignite chromée (LC).
- d- Dérivés de styrène.

6005 - PRODUITS SPECIFIQUES

- a- Agents anti-moussants.
- b- Agents moussants.
- c- Accélérateurs.
- d- Retardateurs.
- e- Dispersants.
- f- Allégeants.
- g- Alourdissants.



- h- Inhibiteurs de corrosion et produits bactéricides et anti-oxygène.
- i- Produits anti-H₂S.

7000 – PRODUITS POUR CIMENTS UTILISES DANS LES FORAGES

- a- Ciments utilisés dans les puits de forage.
- b- Réducteurs de filtrat.
- c- Accélérateurs.
- d- Retardateurs.
- e- Dispersants.
- f- Allégeants.
- g- Alourdissants.
- h- Additifs spéciaux pour ciment.
- i- Produits pour spacer.

8000 – PRODUITS DE STIMULATION

- a- Acides de stimulation et leurs additifs.
- b- Agents de soutènement des fracturations.
- c- Additifs de fracturation.
- d- Additifs de consolidation des sables.

9000 – PRODUITS ET MATERIELS ANTI-POLLUTION.

c). Admission au Taux Réduit

Sous les mêmes conditions que ci dessus, admission au Taux global Réduit à 5 % des droits et taxes exigibles à l'importation des matériels, matériaux, produits machines, équipements et outillages, figurant sur la Liste UDEAC 18-65, objet de l'Annexe 2 au présent Contrat et nécessaires aux opérations pétrolières en vertu des Articles 2 et 3 du Contrat et sous réserve des dispositions de l'Article 4, et à condition que le Contrateurs s'engage sur la destination finale des biens concernés qui doivent être exclusivement destinés, et effectivement affectés aux opérations de production, de stockage, de traitement, de transport, d'expédition, et de transformation des hydrocarbures produits dans zone du Permès.

STIA



LISTE DES BIENS IMPORTES AU TAUX REDUIT DANS LE CADRE DU CONTRAT

1. MATERIEL DE TRAITEMENT

- Produits chimiques destinés au traitement du pétrole brut, des eaux de rejet, et des eaux d'injection et du gaz.
- Produits chimiques de traitement des fluides et effluents pétroliers de production ou d'aide à la production.
- Produits chimiques d'entretien des installations de production en mer (détergents, peintures, graisses, ...).
- Produits de revêtement interne et externe des conduites et canalisations (bandes anticorrosion, poudres, ...).
- Cuves et conteneurs de stockage et transport en mer des produits chimiques et matériel d'injection (pompes, débitmètres, ...).
- Bouteilles échantillons, (huile, brut, ...).
- Canalisations sous-marines, conduites de surface et équipements associés (robinetterie).
- Séparateurs.
- Décanteurs.
- Flottateurs.
- Scrubbers
- Chaudières.
- Centrifugeuses.
- Déshydrateurs.
- Dessaleurs.
- Hydro-cyclone et spiraloïd (traitement et séparation des hydrocarbures de l'eau de gisement).
- Mélangeurs.
- Réchauffeurs.
- Tours de traitement à garnissage ou à plateaux.
- Appareils d'analyse, de mesure et de contrôle (il s'agit d'appareils industriels implantés sur site et mesurant des paramètres physiques, électriques ou chimique).
- Bacs.
- Echangeurs.
- Unités de filtration.
- Conduites et raccorderies associées.
- Incinérateurs.
- Vannes et robinetteries.
- Consommables (joints filetés, pièces de rechange, ...).
- Caillebotis.
- Chemins de câbles.
- Câbles électriques et raccorderies associées.
- Pompes.
- Abris de pompes et constructions métalliques.
- Peinture.
- Calorifuge, (laine de verre, laine de roche, coquilles inox et alu, coquilles verre cellulaire, matelas calomati, et tous produits entrant dans la réalisation d'un calorifuge du genre résine, mastic, monolar, ...).

STJ



2. MATERIELS DE STOCKAGE ET D'EXPEDITION

- Remorqueurs et pousseurs, leurs accessoires et pièces détachées.
- Bacs.
- Tôles et toits de bacs avec joints d'étanchéité.
- Constructions métalliques.
- Pompes d'aspiration et de refoulement, ainsi que leurs abris.
- Echantillonneurs.
- Bras de chargement.
- Bouées de chargement.
- Structures d'amarrage des navires, ancrées...
- Engins flottants, bouées et supports (chaînes).
- Flexibles de chargement.
- Matériel d'amarrage (aussières, bouées, ...).

3. MATERIEL DE TRAITEMENT

- Ordinateurs et périphériques utilisant un logiciel de traitement de données de gisement et/ou de production.
- Logiciels informatiques de traitement de données, de simulation, de calcul et de traitement de textes.
- Skid ou banc de comptage.
- Commandes mécaniques, pneumatiques, électriques, électroniques.
- Télésurveillance des équipements y compris leurs supports de transmission, tours, pylônes, mats, antennes, abris, (liaisons hertziennes, faisceaux hertziens, stations satellite, ...) ainsi que leurs pièces détachées.

4. MATERIEL DE SURFACE

- Alternateurs.
- Transformateurs.
- Matériels électriques de distribution.
- Câbles électriques et raccorderies associées.
- Système d'éclairage.
- Chemins de câble.
- Système de conditionnement d'air et de pressurisation.
- Peinture.
- Calorifuge, (laine de verre, laine de roche, coquilles inox et alu, coquilles verre cellulaire, matelas calomat, et tous produits entrant dans la réalisation d'un calorifuge du genre résine, mastic, monolar, ...).
- Structures et super-structures de plate-formes de production.
- Constructions et abris métalliques.
- Equipements de protection (protection cathodique, anodes, ...).
- Matériel de signalisation et de balisage.
- Dispositifs arrête-flammes.
- Nez de torche.
- Système d'allumage de torche.

JMS

- Allume torches et cartouches.
- Vannes manuelles ou automatiques.
- Hélidecks.
- Caillebotis.
- Bidim (textile)
- Systèmes numériques de contrôle commande.
- Consoles de conduite pour SNCC et automates.
- Console de supervision (écran informatique).
- Automates programmables et leurs supports de programmes (disquettes, disque dur, etc...).
- Chargeurs, onduleurs pour générateur de courant électrique secouru.
- Superviseurs (ordinateurs)
- Débitmètres, calculateurs associés.
- Systèmes informatiques de supervision et de conduite.
- Groupes compresseurs d'air mobiles ou fixes.
- Matériels de contrôle et d'instrumentation des équipements.
- Matériel d'activation et de stimulation.
- Conduites, tuyauteries, raccorderie métallique ou composite.
- Armoires de contrôle et d'instrumentation.
- Fours industriels.
- Consommables (joint, tiges filetées, pièces de rechange, ...).
- Moteurs électriques.
- Moteurs thermiques.
- Moteurs hydrauliques.
- Grues et ponts roulants.
- Matériel de manutention et de levage.
- Elingues, paniers, ...
- Têtes de puits de production et leur instrumentation.
- Matériel de réparation de conduites acier et flexibles.
- Equipements de protection.
- Compresseurs haute pression leurs accessoires et pièces détachées.
- Unités hydrojet.
- Unité de nettoyage haute pression.

5. MATERIEL DE SECURITE INDUSTRIELLE

- Groupe d'incendie intégré au site de production.
- Bateau de sauvetage (angevinières, watercraft, ...)
- Matériel de sécurité (gilets, bouées, etc...).
- Appareils respiratoires.
- Combinaisons et casques ignifugés (revêtement amiante ou autre, ...).
- Equipement de communication (émetteurs/récepteurs servant de contact entre la surface et les plongeurs lors de travaux sous-marins, ...).
- Equipements de transmission d'alarmes, de commandes d'arrêt d'urgence et de communications phoniques, ainsi que les supports de transmission associés (station terminal, émetteur/récepteur radio, ou téléphone, hurleurs, gyrophares, sirènes, antennes, mats, pylônes, ...).
- Matériel de lutte incendie (émulseur, poudre extincteurs, ...).
- Matériels portables de lutte incendie (extincteurs, tuyaux souples, lances, proportionneurs, ...).

- Produits de lutte incendie (émulseur, poudre extincteur, ...).
- Equipements mobiles de lutte incendie (pompe mobile, camion de pompier, ...).
- Equipements de mesure (explosimètre, détecteurs de gaz, balise, ...).
- Matériels de lutte antipollution (barrages, récupérateurs oléophiles, rampes de pulvérisation, réservoirs de stockage, ...).
- Produits de lutte antipollution (dispersant, produit de biodégradation, ...).
- Equipement de plongée.
- Equipement de plongée en saturation.
- Racks de gaz comprimés.
- Racks de gaz médical.

6. QUARTIERS D'HABITATION DE PLATE-FORME

- Leurs équipements intégrés de restauration collective.
- Système de conditionnement d'air et de pressurisation, leurs accessoires et pièces détachées.

7. MATERIEL DE LOGISTIQUE

- Navires de transport du personnel et du matériel en mer.
- Appareils et équipements de manutention fixes et intégrés à des unités de production.
- Véhicules de transport de matériel d'un poids total en charge inférieur à 10 tonnes.

8. MATERIEL DE CONTROLE DE PRODUCTION

- Ordinateurs et logiciels associés.
- Capteurs de mesure physiques analogiques ou digitaux.

9. MATERIEL DE LABORATOIRE DE PRODUCTION

- Appareils de mesure d'analyse de production.
- Appareils à absorption atomique.
- Chromatographe en phase gazeuse.
- Potentiomètre.
- Résistimètre.
- Spectromètre infrarouge.
- Intégrateur.
- PH-mètre.
- Pompes à vide de laboratoire et pièces détachées.
- Pompe à eau de laboratoire.
- Balances de précision.
- Centrifugeuses.
- Viscomètres et bains viscométriques.
- Etuves de laboratoire.
- Plaques chauffantes accessoires et pièces détachées.
- Hottes aspirantes de laboratoire, accessoires et pièces détachées.

SMO



- Cuves à ultrasons.
- Agitateurs.
- Déminéralisateur d'eau.
- Distillateur de solvant.
- Verrerie de laboratoire.
- Appareils de mesure d'analyse des huiles/lubrifiants (MINILAB).
- Produits chimiques pour analyse de laboratoire.

10. MATERIEL DE FOND

- Matériel d'ancrage ou de fixation des équipements de fond.
- Dispositifs d'étanchéité (presse-étoupe, ...).
- Vannes de fermeture et d'ouverture.
- Vannes de sécurité.
- Matériel de fixation de matériel de fond de puits (bridge-plug, etc...).
- Ligne d'injection.
- Colliers de fixation ligne d'injection.
- Crépines.

d). Admission au Droit Commun

Les entités composant le Contracteur payeront les droits et taxes de douane sous le régime du droit commun applicable aux biens importés pour l'usage commun et les objets non inclus dans les catégories ci-dessus, y compris mais sans limitation :

- équipements domestiques
- nourriture et boissons
- équipements électrodomestiques
- vaisselle et vêtements
- équipements et provisions de bureau, appareil électroniques
- outils, (marteaux, tournevis, pinces etc.)
- équipements de climatisation domestique ou pour bureau exception faite comme indiqué en catégorie A ci-dessus.

II- REGIME DOUANIER A L'EXPORTATION

Conformément aux dispositions de l'Article 51 de la Loi portant code des Hydrocarbures relatives au régime d'exonération, le Contracteur est exonéré de toutes taxes à l'exportation pour le brut, les matériels, les accessoires (pièces de rechange) en réparation, échantillons de brut, d'huile, de produits chimiques, carottes, prélèvements et échantillons géologiques, de matériel sous garantie rentrant dans le cadre d'activités de recherche, d'exploitation, de stockage, et de transport des hydrocarbures du Contracteur.

III- REGIME DOUANIER APPLICABLES AUX SOUS TRAITANTS DU CONTRACTEUR

Sous réserve du respect de leurs obligations en matière douanière, telles qu'elles découlent de ce contrat et du Code des Douanes, les sous traitants du Contracteur, et les tiers importateurs pour son compte, sous réserve de produire une attestation délivrée par l'Opérateur-et approuvée par le Congo, bénéficient des régimes d'importation et d'exportation définis ci-dessus.

oooOOOooo

